

Talbot : les enjeux d'un conflit
Meeting, lundi 30 janvier, salle de la Mutualité à 20h30. Paris

Rouge

VI^e congrès
de la LCR

P8-9

M1578 N° 1097 6,50F Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale) du 27/I au 2/II 1984



Il y a urgence !

Il faut rejeter les plans patronaux

Halte à la répression au MAROC

P 13

PAYSAN-BRETON Qui sème le vent récolte la tempête

LA jacquerie orchestrée par quelques grands manitous de la production porcine bretonne a révélé la colère et le désespoir de centaines de jeunes agriculteurs réduits à la faillite. Sous la houlette des dirigeants locaux du CDJA nettement marqués à droite, la manifestation syndicale paysanne n'a eu aucun mal à faire dévier une action revendicative en émeutes poujadistes et en actes de vandalisme. L'incarcération d'un de leurs jeunes leaders est maintenant le prétexte, pour ces ardents défenseurs de la liberté et de la démocratie, à une réunion d'un curieux « comité de salut économique breton ».

Ce comité de cinquante membres, composé de syndicalistes agricoles, de dirigeants de chambres d'agriculture, des firmes agro-alimentaires et de chambres de commerce bretonnes — qui sont souvent comme Alexis Gourvenec (paysan directeur général) dans tous les organismes à la fois — a mis sur pied en 24 heures un plan de guerre contre le gouvernement.

Il a appelé tous les paysans à passer à des actions plus spectaculaires, dont le blocage le mardi 24

de toutes les voies ferrées bretonnes. Leurs revendications ne sont plus seulement le prix des porcs payé aux paysans, mais les tarifs préférentiels des transports et les montants compensatoires qui profitent d'abord au négoce et pas aux producteurs.

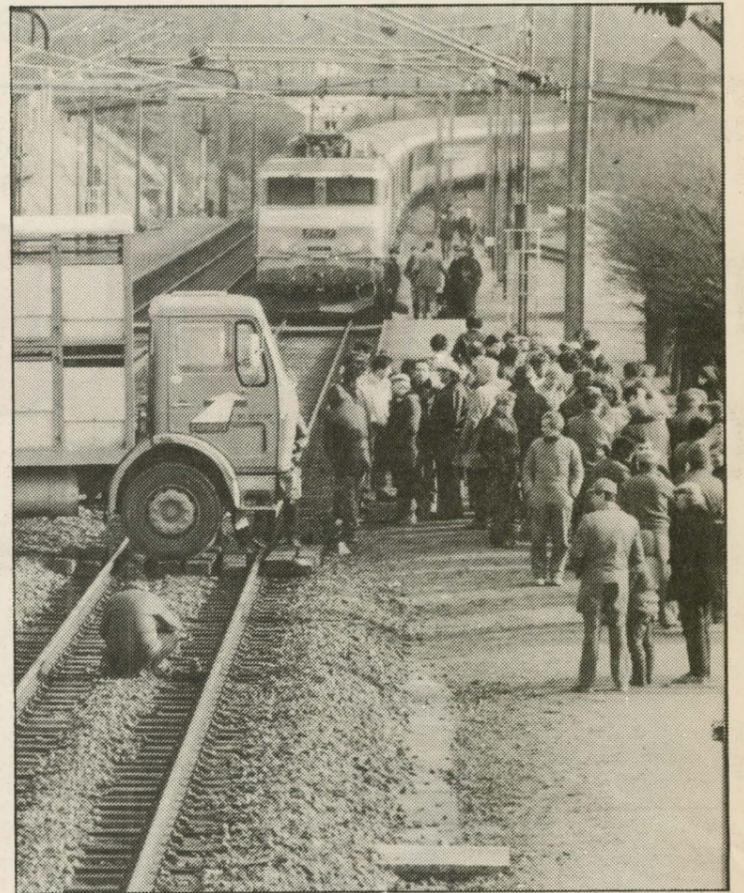
Devant ces manœuvres ouvertement patronnées par les élus RPR et UDF du coin, le syndicalisme paysan breton officiel, la FNSEA, déjà divisé entre FDSEA et CDJA, craque.

La FDSA du Finistère et du Morbihan se sont désolidarisées des actions de blocage des voies ferrées. Pour pallier les déficiences probables de bon nombre de paysans, le comité a prévu des patrouilles volantes destinées à suppléer les syndicalistes agricoles. Pas besoin de chercher avec quels éléments se sont constitués ces commandements de choc. Rappelons les briseurs de grève d'une certaine fabrique de camembert en 1982 et, à une échelle plus vaste, les manifestations de Paris, de Pau ou de Strasbourg.

Il ne suffit pas de dénoncer ces faits, d'en montrer le danger, d'organiser des manifestations

unitaires des organisations ouvrières comme à Brest contre les violences et les actes de vandalisme, en laissant toujours planer cette notion de monde paysan en révolte. Il faut aussi noter la lourde responsabilité d'un gouvernement qui a continué la politique agricole mise en place pendant 25 ans par la droite. Un gouvernement qui a choisi, comme dans l'industrie, de céder aux exigences des chefs d'entreprise agricoles, agro-alimentaires et financières plutôt que d'entreprendre une autre politique au service de tous ceux qui sont des travailleurs. Une politique qui a été proposée au plan syndical, comportant une autre orientation de la production, d'autres solutions de marché et les moyens de lutter pour maintenir l'emploi de milliers de petits et moyens paysans.

La prise de position de la CNSTP (1) face à ces événements dénonce clairement comment le patronat agricole poursuit depuis le 10 mai systématiquement le projet de ramer toutes les couches de paysans. Opposer ouvriers et paysans est une vieille recette : leur dirigeant, éconduit par Mauroy lorsqu'il demande la libération du jeune



Jean-Jacques Rioux, ne sort-il pas comme argument que « les syndicalistes de Talbot n'ont pas été

inquiétés pour la casse »...? Cynisme complet quand on sait qu'il a organisé les agressions contre les travailleurs de Talbot !

Depuis deux ans, le gouvernement cède aux agrariens de la FNSEA. Il n'a donné que plus d'espace politique aux courants liés à la droite, laissant sur la défensive les courants liés au mouvement ouvrier. Ce qui constitue une grave menace pour l'ensemble des travailleurs.

Magny Guillien

1. CNSTP : Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans, 45, rue de Sedaine, 75011 Paris.
● Dans le prochain numéro de Rouge, une interview d'un dirigeant de la CNSTP.

ENSEIGNANTS

Comment imposer l'unité ?

LE SNI, pour les PEGC (qui enseignent dans les CES), le SNES pour les certifiés et agrégés des CES et lycées, le SNETAA pour les professeurs de LEP, appellent à une grève de 24 heures le 31 janvier. Mais la division entre ces syndicats de la FEN prend le pas sur la mobilisation : le SNI est prêt à échanger l'abaissement du temps de service des PEGC de 21 heures à 18 heures contre un allourdissement du temps de service des certifiés syndiqués par le SNES. Celui-ci répond par la surenchère sur la diminution du service de ses propres syndiqués.

1) Défendre des revendications qui unifient

● Contre le redéploiement, pour le retrait des circulaires de rentrée,

Michel Prigaux, insoumis pendant sept ans, s'est livré le 18 février 1983, après la suppression des TPFA, et a été incarcéré à Dijon. Depuis cette date, il a été jugé trois fois pour ce même délit d'opinion. Depuis le 19 décembre 1983, il est libre.

Lors d'une démarche administrative, il est de nouveau arrêté et traduit en flagrant délit. Il attend son quatrième jugement et risque quinze mois ferme de plus !

Procès le 3 février, à 14 heures au tribunal de Dijon. Comité de soutien : Bertrand Huet, 4, rue Crillon 75004 Paris. Tél : 355 52 09. Samedi 28 janvier, repas de soutien au restaurant « la Canaille » (de 20 heures à 23 heures).

pour un collectif budgétaire. L'augmentation des effectifs dans les classes, la suppression d'enseignements, la réduction des crédits de fonctionnement, telles seraient quelques conséquences des circulaires de rentrée. Et qu'il faut repousser.

● Contre le dualisme scolaire et la privatisation du service public. Alors qu'aucune loi antilaïque n'a été abrogée et que les n-ièmes propositions de Savary confirment les premières, alors que se mettent en place les « projets d'établissement » dans les CES et lycées laïques, il faut réaffirmer avec force le mandat laïque.

● Contre la baisse du pouvoir d'achat, pour le rattrapage intégral des pertes, pour l'indexation des salaires. Les négociations salariales dans la fonction publique : le gouvernement n'a rien à y proposer, et la FEN, par sa représentativité, y joue un rôle-clé. N'est-il pas temps qu'elle mobilise ses adhérents pour défendre la feuille de paie ?

2) Elargir l'action

● Sur cette plate-forme unifiante, tous les personnels de l'Education nationale se retrouvent. Or, les initiateurs sont laissés en dehors de l'action. Le SNES-Sup (FEN) fera grève dans les facultés le 2 février. Le SNAEN (FEN), pour les agents de service, a déjà dû lancer un mot d'ordre de grève le 5 janvier dernier. La grève du 31 devait et peut encore être une action de toute la FEN.

● Une grève active, c'est une grève avec assemblées de personnel sur les lieux de travail, et manifestations

de rue, par exemple dans chaque chef-lieu départemental.

3) Pour débattre des divergences : la démocratie

● A quoi sert une fédération unitaire comme la FEN, quand plusieurs de ses syndicats appellent séparément à une grève le même jour, en se tirant dans les pattes ? Le moins qui puisse être fait, serait de donner la parole aux syndiqués, en réunissant des assemblées locales d'adhérents de la FEN, toutes catégories confondues.

● Il y a polémique et division sur les temps de service des enseignants. L'alignement du service des PEGC (21 h) sur celui des certifiés (18 h) est une juste revendication. Unifions donc sur les 18 h pour tous, et exigeons, en même temps, des décharges horaires permettant de dégager un temps de concertation et de travail de groupe entre enseignants dans les établissements.

4) Pour une action planifiée et suivie

● La grève du 31 doit être massive : car il est encore temps d'imposer le retrait des circulaires de rentrée. Mais si la grève n'y suffit pas ?

● Alors, le gouvernement devra s'attendre à un mouvement de refus de la rentrée 1984. Aux syndicats de le préparer dès maintenant.

● D'ici à la rentrée de septembre, toutes les organisations du mouvement ouvrier doivent mettre

leur poids dans la défense de l'école publique, comme cela a pu être fait dans les manifestations régionales du CNAL. Le lobby du privé redescend dans la rue. Contre la droite cléricale, et pour donner des moyens budgétaires à l'école publique, il faut organiser une manifestation nationale unitaire au mois de mars, au début de la session parlementaire de printemps.

Nicolas Jeanson

La LCR organise à Paris un cycle de formation politique élémentaire. Ce cycle est ouvert aux camarades sympathisant(e)s de la LCR, aux lecteurs et lectrices de Rouge et à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Si tu connais la LCR par son action et/ou sa presse, tu auras la possibilité d'en savoir plus, de discuter des éléments de base de notre programme. Voici quelques-uns des thèmes qui seront traités :

- Austérité de gauche et alternative anticapitaliste.
- La révolution en Amérique centrale.
- La lutte contre l'oppression des femmes.
- La révolution antibureaucratique dans les pays de l'Est.
- Pourquoi faut-il construire un parti révolutionnaire en France ?

Le cycle aura lieu le samedi après-midi de 14 heures à 17 heures, à partir du 11 février.

Pour s'inscrire et avoir plus de renseignements, remplir le bulletin ci-contre et l'envoyer à : LCR-formation, 9, rue de Tunis 75011 Paris. Tél : 367 62 62.

Bulletin d'inscription (Ecole des sympathisants)

Nom Prénom
Adresse
Profession Tél
Je m'inscris pour l'école
Je désire plus de renseignements

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom :	
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	Prénom :	
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F	Adresse :	
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	160 F		Formule choisie : <input type="checkbox"/>	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80	

Rouge

● Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
● Directeur de la publication : Robert March
● Commission paritaire : 63922
● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Pierre Mauroy nous berce d'illusions

• Dans son interview à « Libération » du 23 janvier, le Premier ministre est une nouvelle fois parti en lutte contre l'usage du mot « licenciement »

POUR un court instant, laissons-nous bercer par la dernière trouvaille de Pierre Mauroy. Premier ministre, socialiste, il planifie l'avenir : les travailleurs dont les postes de travail disparaissent à cause des restructurations « ne seraient pas licenciés. Ils bénéficieraient d'un congé — ou contrat — de reconversion : pendant deux ans environ ils suivraient une formation ».

Avec un luxe de détails, Pierre Mauroy a fait miroiter, dans *Libération* du lundi 23 janvier, tous les avantages de sa formule : « D'abord, ils réfléchiraient à ce qu'ils peuvent faire d'autre, en fonction de leurs aptitudes (...) Cette reconversion aurait lieu dans un périmètre d'industrialisation, un périmètre de renaissance. » Ils auraient donc le choix de leur avenir avec, en même temps, l'assurance de ne pas subir des mutations qui les déracineraient de leurs villes ou régions.

Bluff

Pierre Mauroy précise d'ailleurs, fortement, que « ces reconversions ne seront pas des stages de formation-parking mais au contraire des stages offrant de réelles possibilités de se reclasser ». Aides aux régions et formation pour que les travailleurs y trouvent tous leur place, tels sont « les deux outils » que Mauroy veut utiliser « comme un bon ouvrier » (sic).

Si c'était vrai, cela donnerait aux travailleurs les moyens de ne plus subir le chômage et leur garantirait que d'une certaine façon c'est à eux que l'avenir appartient et non plus aux patrons.

Mais, bien sûr, l'effet anesthésiant de ce discours ne dure pas longtemps ; même si Georges Marchais, à l'évidence, s'est chargé d'un autre volet de cette offensive qui vise à endormir les travailleurs (voir page 7).

Reprenons les propos de Pierre Mauroy. « Chef de guerre contre le

chômage », d'après ses premières déclarations en 1981, il est bien le seul à oser maintenant prétendre « avoir atteint l'objectif fixé, non seulement en fin 1982 mais encore en fin 1983 ». Au détour de ses réponses à *Libération*, son inquiétude perce assez clairement : « Si on ajoute aux chiffres du chômage, les suppressions d'emplois provoquées par les restructurations industrielles, le total... » Ce calcul aboutissant à cette conclusion devant les emplois supprimés par les restructurations : « Ce que nous voulons c'est qu'ils ne soient pas au chômage. »

Hypocrisie

Pourquoi, si Pierre Mauroy est aussi hostile au chômage, ne prend-il pas les moyens pour donner des emplois aux quelque deux millions et demi de chômeurs qui restent, plus de deux ans après le 10 mai, des « laissés pour compte » ? Pourquoi se soucie-t-il plus des statistiques du chômage que de la lutte contre les fauteurs de chômage ? Ces questions s'imposent, car le projet de stages de reconversion se limite à un moyen de plus de « dégraisser » les chiffres officiels du nombre de chômeurs, « à côté de la préretraite, du congé formation, du chômage partiel, des contrats de solidarité avec réduction du temps de travail, des stages de reconversion tels qu'ils existent déjà », comme le dit Pierre Mauroy lui-même.

Pour que sa nouvelle trouvaille ne soit pas un pur et simple bluff, il faudrait en effet qu'il soit à même de prévoir, en fonction des besoins sociaux collectivement et démocratiquement définis, en fonction de l'évolution des techniques de production et du choix des travailleurs sur l'organisation de la production, ce que seront les emplois de

demain et d'après-demain. Bref, il lui faudrait organiser l'ensemble des activités économiques sans subir en rien le pouvoir et les critères capitalistes.

On en est loin : pour paraître « réaliste », il ne parle même plus de l'objectif des 35 heures. Et, faute de savoir trier ses bouts de ficelles, il répond piteusement que « les moyens de financement » des quelque 170 000 « contrats » annoncés « ne sont pas encore arrêtés définitivement ». Etant entendu qu'en ce qui concerne le secteur privé « il est trop tôt », selon lui, pour savoir si les patrons auront quelque chose à payer.

Gérer ou changer

Géné, sur la défensive, Pierre Mauroy finit par poser une vraie question : « Est-ce compatible, quand on est de gauche, de gérer une crise comme celle-là ? » Et, aussitôt, on le voit s'enfermer : « Nous avons répondu à cette question en briguant les suffrages du pays. Nous devons, à présent, assumer les responsabilités que nous avons souhaitées. »

Qui a donné au gouvernement « la responsabilité » de « gérer » cette crise ? Surtout pas ceux dont « il briguit les suffrages ». Pour la bonne raison que le PS comme le PCF se présenteraient comme les candidats « pour le changement ».

Pour changer, il ne faut pas se limiter à gérer la crise selon les



critères des capitalistes. Face aux restructurations industrielles, ayons les pieds sur terre, pour remettre en ordre les questions embrouillées par l'anesthésiste Mauroy.

Interdire les licenciements, suspendre tous les plans de restructuration définis par le patronat, garantir l'emploi, faire embaucher les chômeurs, tout cela est possible.

Cela passe par la volonté politique de donner des réponses à la crise capitaliste, dont Mauroy a raison de dire qu'elle est « incontournable ». Mais les réponses qui serviraient les intérêts des travailleurs sont diamétralement opposées à celles du gouvernement : c'est en fonction des besoins sociaux que la production doit être organisée. Et pour cela il faut arracher les moyens de production des mains du patronat.

Le gouvernement en a les moyens. Comme il a les moyens de mettre à l'ordre du jour la semaine de 35 heures sans perte d'avantages

acquis et le contrôle des syndicats ouvriers sur la formation. Il a les moyens, mais pas la volonté : il se refuse à combattre réellement les capitalistes.

La sidérurgie donne un bon symbole de toute cette affaire. Le dernier « monsieur sidérurgie » nommé par Mauroy et Fabius prétend qu'il veut supprimer 35 000 emplois. Le patron d'Usinor, Lévy, précise : « Nous n'avons plus de réserves de mise à la retraite. Si je dois supprimer 1 000 emplois à Usinor, c'est 1 000 emplois taillés dans la chair. » On ne peut mieux définir des licenciements. Et devant cela Mauroy prétend qu'il y aura suppression d'emplois « sans licenciement ». A qui fera-t-il avaler de tels bobards ?

Pour notre part, nous lui opposons l'autre voie, celle d'une mobilisation unitaire contre tout licenciement pour exiger et imposer une autre politique, qui ne soumette pas les travailleurs aux exigences patronales.

Pierre Rème

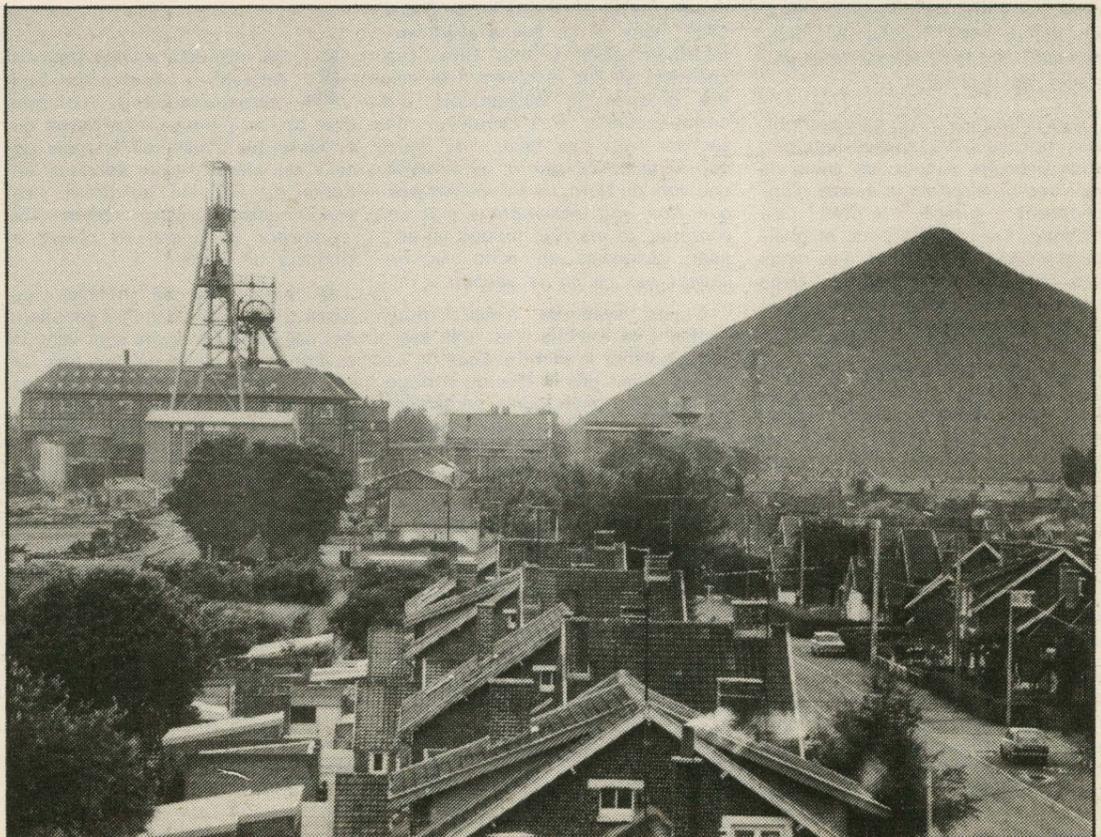
La CFDT et le gouvernement (suite)

A l'issue de sa rencontre avec François Mitterrand, Edmond Maire a parlé d'un « changement réel » dans l'attitude du gouvernement. Revenant sur cette déclaration, Georges Granger, secrétaire général de la fédération métaux de la CFDT a tenu cette fois à se montrer prudent : « Je ne suis pas sûr, a-t-il déclaré au *Monde* du 24 janvier, que nous pourrions déjà dire que nous avons été entendus. » (...) « Si le gouvernement décide après une parodie de négociations, ce sera pire que d'avoir décidé sans

concertation du tout. J'accorde beaucoup de crédit aux déclarations du secrétaire général de la CFDT mais, en bon métallo et en bon Auvergnat, j'ai l'habitude de juger sur pièces. »

On le voit, c'est la grande harmonie ! Au-delà de ces petits chassés-croisés de déclarations perfides, une question s'impose : la CFDT veut-elle changer réellement les décisions patronales ou veut-elle seulement avoir sa place à une table de négociations ?

P. R.



CHANTIERS NAVALS

La Seyne, La Ciotat, Dunkerque à Paris

• Quatre mille travailleurs manifestent avec leurs syndicats pour faire respecter leur droit au travail

La navale à Paris, contre les licenciements, c'était aussi la première manifestation nationale d'une branche industrielle depuis le 10 mai. Après la grève de Talbot, le gouvernement tiendra-t-il compte de ce nouvel avertissement ?

En octobre dernier le Front commun syndical des sidérurgistes de Longwy avait dû repousser son projet de « marche sur la capitale », sous les pressions conjuguées des directions confédérales, de la CGT en particulier. Elles n'avaient aucune envie de voir les travailleurs venir demander des comptes au patronat et aux élus du 10 mai.

Le pas est franchi. L'annonce des licenciements en chaîne en 1984 renforce la pression des travailleurs pour la défense de l'emploi. Les résultats des élections à la Sécurité sociale contraignent les confédérations à paraître moins directement soumises à la politique gouvernementale.

De Dunkerque, La Seyne, La Ciotat, ceux des chantiers sont venus par milliers avec leurs syndicats, pour dire au P-DG des Chantiers Nord-Méditerranée, comme à Mauroy et à ses ministres : « Non aux licenciements ! »

Pendant ce temps le gouvernement se perd dans la recherche des moyens de restructurer « en douceur ». L'engagne, secrétaire d'Etat à la Mer, annonçait aux travailleurs venus lui rendre visite la commande prochaine de cinq bateaux pour les chantiers. Il laissait prévoir, aussi les dégraissages, suppressions de postes, les licenciements déguisés à venir. Ces remèdes-là ne résoudre pas plus les problèmes de la navale que les pertes d'emplois sur les sites concernés, et les entreprises qui en dépendent. Même si les commandes annoncées, si elles se confirment, démontrent évidemment aux travailleurs des chantiers qu'ils avaient

entièrement raison de venir réclamer « des commandes pour la navale ».

Ils restent sur le qui-vive. Car la manifestation de la navale à Paris n'avait rien d'un tour d'honneur, mais tout d'un premier pas vers une rude bataille, comme d'un premier exemple.

« Non aux licenciements » : ce mot d'ordre rassemble tous ceux qui luttent pour leur droit au travail, leur droit de vivre ! Une lutte commune aura toute les chances de transformer cette exigence en victoire ouvrière. Dès aujourd'hui, il faut débattre, pour préparer une grande

marche unitaire, nationale, appelée par toutes les organisations syndicales contre les licenciements. Pour faire ravalier leurs plans aux patrons, et contraindre la majorité à suivre les exigences des travailleurs qui l'ont élue. La navale a montré l'exemple.

M. M.

Du CNPF aux ministères

NON loin des Champs-Élysées, le cortège des travailleurs de la navale occupe toute la rue François-I^{er}, massif et pittoresque. La neige a cessé de tomber, remplacée par une pluie fine et quelques rayons de soleil. Il est midi et demi.

Les chantiers de La Seyne et de La Ciotat sont en tête de manifestation, à l'abri de larges parapluies noirs. Derrière viennent ceux de Dunkerque, casqués de toutes les couleurs, portant une multitude de pancartes aux coloris criards, « Dunkerque vivra ». Après avoir fait le siège des locaux du CNPF et des Chantiers Nord-Méditerranée (CNM), les quatre mille manifestants descendent vers les Invalides pour aller visiter les ministères.

Les uniformes, CRS, gardes mobiles, boucliers et « lance-patates » sont présents à tous les coins de rue. Les ouvriers de la navale n'apprécient guère. « CRS au chômage ! » Les quolibets, et quelques « CRS, SS » fusent des rangs des manifestants. Devant le siège des CNM, les casques rouges, verts, blancs, bleus restent longtemps face aux flics, séparés par une barrière métallique. Place des Invalides, des CRS en faction sur les quais de la Seine balancent quelques fumigènes en fin de cortège. Ni une ni deux, les casques multicolores, armés de leurs parapluies repliés, se précipitent vers le peloton de gardes mobiles le plus proche, situé au milieu de la place, gardant l'accès à l'Assemblée nationale. Quelques lacrymogènes, et le face à face recommence... Un responsable rend compte de l'entrevue avec la direction des CNM :

« Rien de prévu pour Dunkerque ! » Ceux de La Seyne et de La Ciotat se regroupent un peu plus loin pour casser la croûte. Ils ont les traits tirés. « Ils ont du mérite, commente un Dunkerquois, ils sont partis hier et ont roulé toute la nuit. Nous, on a pris la route seulement à 4 heures du matin. »

La jonction des trois chantiers n'a pas été sans problème. Au rendez-vous de 10 heures à la tour Eiffel, la CGT de La Seyne était portée disparue. Tandis que le cortège de Dunkerque s'ébranlait, la CGT de La Ciotat déployait sa banderole, à trois cents mètres de là, comptant prendre la tête de la manifestation. Mais le pont d'Iéna était entre les deux groupes. Le cortège de Dunkerque, massif, coloré et bruyant de sifflets, sirènes et chœurs (« Les Dunkerquois sont là »), s'y engage. Ceux de La Ciotat se retrouvent seuls.

Ils se rejoindront tous une bonne heure plus tard, devant le siège des CNM, ceux de La Seyne ayant entretemps rejoint la tour Eiffel. Les chantiers du Sud ramènent avec eux des groupes de Dunkerquois, qui commençaient à s'éparpiller, ne sachant trop que faire. « Ils nous ont séparés ce matin, commente une voix du Nord, ils ne veulent pas que l'on soit ensemble. » « Si ça continue, je me tire, répond un accent toulonnais en écho, ils ne savent pas ce qu'ils veulent. »

L'unité syndicale réalisée pour l'appel à la marche n'est pas assimilée partout le monde. Ceux de La Ciotat, ayant pris la tête du cortège où tous sont enfin réunis, parsèment les slogans d'un « Union, action, avec la CGT » incongru devant les badges CFDT, FO des rangs qui suivent.

Après la pause aux Invalides, le tour de Paris continue dans l'après-midi. Des délégations se rendent aux ministères de l'Industrie, des Transports, de la Mer. A 17 h 30, ils seront reçus par Pierre Mauroy.

Un groupe de travailleurs discutent déjà des lendemains. « La prochaine fois, il faut faire monter tous les chantiers, ceux de l'Ouest aussi. On pourrait être vingt mille. Ils n'auraient qu'à bien se tenir », concluent-ils, en montrant du doigt les cordons de gardes mobiles.

Michel Morel



La loi du Dumping

LES chantiers navals français seraient « condamnés aux restructurations ». Le prix d'un bateau fabriqué à La Seyne ou à Dunkerque atteindrait le triple de celui du même navire fabriqué en Corée du Sud ou au Brésil. Les mass-médias, presse, radios, TV reprennent ce refrain en chœur à longueur de journée.

Sur le marché mondial, les bateaux construits dans les chantiers des pays les plus divers sont vendus environ à la moitié de leur prix de revient. Par ces temps de crise, les constructeurs s'arrachent la clientèle au prix d'un dumping effréné (dumping, expression anglaise signifiant qu'un produit est vendu le moins cher possible). Le but est de s'attacher une clientèle pour les jours meilleurs. Quand « viendra la reprise », la hausse des demandes devrait permettre à ceux qui auront le mieux traversé les années sombres de refaire leurs fonds. En France, les crédits publics pour le dumping dans la navale sont importants (deux milliards environ pour cette année). Mais dans les pays concurrents ils le sont encore plus ! Les mass-médias sont muets sur cette réalité-là. Le gouvernement s'en accommode et verse aux patrons des chantiers navals des fonds publics, dont il ne contrôle en

rien l'utilisation. Il devrait au contraire décréter la branche propriété publique (l'Etat ne cesse de remplir les caisses patronales), et utiliser son potentiel industriel et humain au service d'une politique de la construction navale et des transports adaptée aux besoins de ce pays, élaborée avec les travailleurs et leurs organisations syndicales.

Dans les pays en pointe, dans la construction navale aujourd'hui, les salaires ouvriers sont beaucoup plus faibles qu'en France. Le coût de la main-d'œuvre dans le prix de revient d'un navire est d'environ 40 % en France. Celui-ci évolue entre 15 et 20 % en Corée du Sud ou au Brésil par exemple. Cette situation d'ailleurs n'est pas particulière à la navale. Le capital international favorise la production dans les pays où la main-d'œuvre est moins chère. Il peut ainsi exercer un chantage vis-à-vis des travailleurs des pays industrialisés. Sous la menace, il peut remettre en cause les acquis sociaux et le niveau de vie des travailleurs.

Ainsi le couperet du licenciement est en permanence sur la nuque des travailleurs. « Nous ne voulons pas travailler comme les Coréens », expliquait un militant syndical dans le cortège de la manifestation du 24 janvier. « Nous, nous avons gagné

des acquis par la lutte... » Cela se comprend. Mais la seule solution réaliste dans ce cas, même si elle est très difficile, est de lier les travailleurs des différents pays par-dessus les frontières, pour faire pièce aux manœuvres des capitalistes qui, eux, raisonnent et opèrent à l'échelle internationale, par-delà les frontières.

Il faudrait, alors, ranger au placard certains slogans. Prenons un exemple. Le gouvernement vient juste de refuser à l'armateur Delmas-Vieljeux l'autorisation de faire fabriquer des bateaux en Yougoslavie. « Les Delmas (les bateaux pour Delmas NDLR) à Dunkerque » scandait une partie du cortège de la navale à Paris, en écho au « produisons français » que l'on entendait parfois dans le cortège de La Ciotat. Où cela nous mène-t-il ? A la division chantier par chantier, après avoir cautionné la division pays par pays. A l'impasse !

Politique de dumping à l'échelle mondiale, surexploitation des travailleurs des pays qui produisent au moindre coût, voilà les raisons de fond des difficultés de la navale que masquent soigneusement les mass-médias. La majorité du 10 mai ne s'en émeut guère : elle se plie aussi à ces « règles de la concurrence ».

M. M.

POISSY

L'ordre Talbot n'a pas été restauré

• Les cadences de travail restent freinées. La CSL est toujours rejeté

Il est encore trop tôt pour affirmer que la direction de Talbot a pour l'essentiel perdu son pari. Mais plus d'un signe donne cette indication. Tout d'abord, le rythme de production : il devrait être de 1 000 voitures/jour et demeure au niveau de 700. Cela traduit la « prudence » de la direction, qui ne veut pas augmenter trop rapidement les cadences. Pourtant, son organisation de la reprise, au travers des mutations qui ont cassé tous les collectifs humains d'avant la grève avait ce but : que tout le monde se taise et que les chefs commandent à nouveau.

Ces mesures de « réorganisation » des équipes pouvaient avoir des effets redoutables en se combinant aux licenciements de nombreux délégués de chaîne et à l'intimidation que représentent, tous les jours, les chicanes de filtrage à l'entrée. Mais, dès la semaine dernière, un débrayage dans un atelier avait montré que l'augmentation des cadences se heurtait de front à des travailleurs qui ne se sentent pas vaincus ; il avait lieu à l'atelier anticorrosion, dont la direction n'avait pu disperser les derniers OS parce qu'une grande partie d'entre eux était sur la liste des licenciés alors que ce travail appelle un certain savoir-faire. On ne pouvait en conclure à une situation générale de résistance...

Aujourd'hui, de nouveaux indices se sont accumulés : deux ou trois collecteurs de la CSL, qui voulaient pénétrer dans la B3, ont dû prendre la fuite sous les jets de boulons, plusieurs débrayages menaçaient d'éclater devant les cadences, un courant de sympathie s'exprime, y compris chez des Français, à l'égard de la CFDT, une fois passé le choc des premiers jours.

Au moment où le tissu social des OS se reconstitue dans l'usine autour des éléments combattifs, la section CFDT a pris une initiative que nous signalions dans le précédent numéro de *Rouge* : la création d'une commission des licenciés regroupant des syndiqués et des non-syndiqués. Elle a réalisé sa première initiative : un rassemblement de 150 licenciés devant la préfecture des Yvelines, à Versailles, le mardi 24 « pour peser un maximum sur la réunion tripartite ». Parallèlement, la commission, qui regroupe des militants de la CFDT et de la CGT, s'occupe d'expliquer leurs droits aux licenciés. Elle est aidée pour cela par des militants CFDT du SNTÉ (Syndicat national du travail et de l'emploi) qui participent

aussi, au titre de conseillers, aux négociations tripartites.

La dernière séance tenue, celle du 24 janvier, a amené quelques concessions de la part de l'administration : un millier de stages sont immédiatement débloqués, rémunérés à 100 %. Devant l'insistance de la CFDT, il a été décidé qu'une commission serait mise en place pour contrôler l'existence effective de débouchés à leur issue. En revanche, en ce qui concerne les emplois et à

l'opposé de ce qu'écrivait *l'Humanité* du 25 janvier, il n'existe pas « 308 offres d'emplois ». Ce qui a été proposé pour le moment aux OS licenciés par Talbot et le gouvernement est purement et simplement ridicule. Une place de balayeur à l'autre bout de Paris, un poste d'ajusteur pour quelqu'un qui ne l'a jamais fait... Ce qui justifie amplement la volonté de contrôler pendant six mois à l'issue de tout stage de formation ce que deviennent les

licenciés. Et ce qui, bien sûr, justifie aussi le maintien de la revendication de la CFDT : « Placer l'ensemble du personnel actuellement licencié en chômage technique (...) un abaissement du temps de travail seule réponse au problème du sureffectif qui se pose partout. »

Au cours de cette réunion tripartite, cependant, rien n'a avancé en ce qui concerne les exigences de ceux qui veulent le « retour au pays ». Ces problèmes, en fait, sont si brûlants, qu'ils ont entraînés, de la part des organisations marocaines, une initiative unitaire des associations de travailleurs marocains en France. AMF et ATMF lancent une pétition dans laquelle elles demandent, « face aux négociations qui vont se dérouler entre le gouvernement marocain et le gouvernement français, que ces négociations

se déroulent avec la participation, en sus d'elles-mêmes, des organisations démocratiques françaises — CGT et CFDT — et marocaines — UMT et CDT. » Il y a là une démarche riche d'avenir pour peu que les organisations syndicales françaises n'acceptent pas de laisser les ouvriers marocains face à leur gouvernement royal...

Tous ces éléments, tant à l'intérieur de l'usine que dans la prise en charge des licenciés, montrent bien que « l'ordre Talbot » n'a pas été instauré. Symboliquement, d'ailleurs, le tribunal de Versailles a rejeté, le 19 janvier, la plainte de la direction contre les militants CFDT : si elle veut continuer à les poursuivre pour 900 millions de dégâts, elle est priée de fournir un dossier moins défec-

P. R.



CHARBONNAGES

L'enjeu : 20 000 licenciements

REUNION totalement négative, tel est le commentaire des organisations syndicales après la réunion avec la direction des Charbonnages le 20 janvier. C'était déjà leur jugement après une réunion analogue le 4 janvier. La fédération CGT du sous-sol déclarait que les plans étaient déjà « en cours d'application comme le montrent les décisions prises sur la retraite anticipée ou les mutations vers EDF ou la Lorraine ».

Réunion au cours de laquelle la direction avait réaffirmé son intention de supprimer 20 000 emplois d'ici 1990. C'est à la suite de cette réunion de janvier que les syndicats ont appelé à une journée d'action le 20 janvier, en laissant chaque bassin déterminer les formes d'action. Après les puissantes grèves d'avertissement du mois de novembre, cela est apparu aux mineurs comme très en deçà des nécessités.

Aussi les arrêts de travail furent peu fréquents. Ce furent surtout les directions syndicales qui eurent l'occasion de rencontrer les directions de bassin, de prendre la parole avant le boulot, de déposer des motions aux préfectures. Pourtant comme le dit un responsable mineur CGT (*le Travailleur du sous-sol*, janvier) : « La riposte des mineurs et des populations minières, le niveau de l'action doivent donc être portés à la mesure de la menace et de l'enjeu. » L'enjeu c'est la suppression de 20 000 emplois et de tous ceux qui en dépendent. Pourquoi attendre encore une autre réunion ? Pourquoi attendre la réunion du conseil



d'administration du 17 février ?

C'est dès maintenant qu'il faut préparer unitairement dans chaque bassin l'organisation de la grève nationale pour l'annulation du plan des Charbonnages et non pas pour que le « gouvernement inflexible ses positions », comme le réclame Dufresne, responsable CGT. 8 000 suppressions d'emplois au lieu de 20 000 seraient-elles plus acceptables ? La méthode Talbot sera-t-elle acceptée aussi dans les Charbonnages ?

De cette action nationale les mineurs discutent déjà entre eux. Ils

savent que la CGT a proposé 48 heures reconductibles et que la CGT a évoqué la grève illimitée. Pourquoi ces propositions ne seraient-elles pas discutées ouvertement en assemblée générale ? Pourquoi le résultat ne serait-il pas centralisé et débattu dans une réunion unitaire des délégués des bassins ? L'accord unitaire doit se prolonger à la base.

Celle-ci peut et doit participer aux décisions.

C'est possible y compris pour préciser les axes sociaux contenus dans la plate-forme : sur les condi-

tions de travail et les améliorations à y apporter, les effectifs nécessaires, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, les liens à avoir avec les autres entreprises utilisatrices (EDF, sidérurgie, cimenteries, etc.).

C'est de ce plan de mobilisation d'ensemble que doivent s'emparer les travailleurs dans l'unité avec leurs organisations syndicales, sans attendre le 17 février.

Alain Nasier

SALAIRES FONCTION PUBLIQUE

Le silence du ministre

• Fin janvier rien n'est réglé. Tout retard dans la mobilisation est un point perdu dans la défense du pouvoir d'achat

LES salaires, c'est un domaine où il n'y a pas de rupture franche avec les pratiques d'avant le 10 mai», déclare Thérèse Hirsberg, secrétaire générale de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT. C'est le moins qu'on puisse dire ! Les négociations du 20 janvier entre Anicet Le Pors, ministre PCF de la fonction publique, et les syndicats de fonctionnaires n'ont eu que le résultat qu'on pouvait en attendre : aucun !

La suite reste encore dans le brouillard. Le principe d'une nouvelle réunion a été retenu, sans que la date en soit fixée. La CGT « organise » une semaine d'action, du 23 au 27 janvier. FO, elle, annonce une protestation nationale, le 16 février à Paris. De son côté, la FEN envisage d'aller jusqu'à la grève si les négociations restent du même tonneau. L'attitude de l'Union des fonctionnaires CFDT, laissant la porte ouverte aux propositions d'Anicet Le Pors, risque fort d'être confrontée à des initiatives fédérales appelant à l'action sur des revendications différentes.

En plein brouillard...

Dans cette course d'obstacles, les fonctionnaires ont évidemment du mal à trouver les moyens de se mobiliser pour l'action. Anicet Le Pors joue sur le temps, c'est évident : février approche à grands pas avec ses vacances scolaires. Tout est bon pour faire passer la pilule. Et quelle pilule !

On peut le dire sans hésiter : par rapport à la politique d'avant le 10 mai, à l'inverse de ce que croit T. Hirsberg, il y a une rupture : les mesures salariales prises par le gouvernement sont pires !

L'interdiction de l'indexation, la légalisation des augmentations cal-

culées en masse salariale, sont deux coups portés contre le pouvoir d'achat qu'aucun Barre n'avait pu réussir jusqu'ici ; même en choisissant l'un ou l'autre. Le gouvernement, lui, cumule les deux.

Dans le secteur privé, le patronat bloque tout rattrapage des salaires sur 1983, clause de sauvegarde ou pas. Il propose des augmentations de l'ordre de 4 à 5 %, versées en deux fois sur l'année : la première aux alentours de juin-juillet, la seconde en décembre, si ce n'est en janvier 1985. Pour justifier leurs mesures, les patrons utilisent à tout moment l'exemple du secteur public, en s'appuyant sur les consignes gouvernementales.

Il serait plus que temps de passer à l'action. Notant un rapprochement entre la FEN, FO et la CGT, Thérèse Hirsberg conclut, à la suite de la première rencontre avec A. Le Pors : « C'est un rapport de forces dont le gouvernement devra tenir compte. » Peut-être, mais comment ?

Il faudrait pour cela organiser la mobilisation, la lutte, pour faire reculer les prétentions gouvernementales qui aggravent sans cesse la perte du pouvoir d'achat, évaluée par la CGT à 4 426, 65 F pour l'indice moyen des fonctionnaires en 1982 et 1983. Pendant ce temps, les prix continuent de grimper. La démonstration est faite et refaite : les salaires ne sont pas la cause de l'inflation.

Laisser passer ?

Il faut exiger la levée de l'interdiction gaulliste de l'indexation des salaires, sur laquelle le gouvernement du 10 mai s'appuie encore aujourd'hui. Il faut exiger le rattrapage intégral du pouvoir d'achat, branche par branche. Le gouvernement doit rembourser aux travailleurs les frais de son pari perdu : limiter la

hausse des salaires pour diminuer la hausse des prix ! Seule une mobilisation massive et unitaire dans la fonction publique peut le contraindre

à cesser ses attaques. Toute hésitation ou temporisation signifierait simplement que les confédérations syndicales, derrière les mots et les

protestations, ont décidé de laisser passer la politique des salaires « Made in Delors ».

Michel Morel



CGT

Le doigt dans l'engrenage

ANDRE SAINJON nous parle de l'avenir de l'auto, dans la Vie ouvrière du 9 janvier (n° 2054). Avec lui, pas de double langage, l'orientation est claire.

1) « Il est tout à fait évident que lorsqu'on envisage la modernisation d'une usine, il puisse y avoir quelquefois des problèmes d'effectifs. » Réaliste, Sainjon. Sur le ton de l'évidence, il continue, indiquant que l'action syndicale a dès lors pour but de « trouver des reclassements dans le secteur automobile en général, ou dans des industries annexes... ». Il s'agit d'obtenir des reconversions, de la formation professionnelle, pas de contester le bien-fondé des licenciements. Cette attitude n'est pas si éloignée de celle de la direction CFDT quand elle clame qu'il y a sureffectif dans l'industrie.

2) « Ce qui est en jeu (à Talbot) ce n'est pas 1 905 emplois, c'est 17 000 », explique Sainjon. La

logique infernale est en place, celle qui conduit à accepter de sacrifier 1 905 ouvriers au nom des intérêts supérieurs de l'usine. Comme si reculer sur 1 905 ce n'était pas préparer de nouvelles charrettes ! La FTM, sous l'impulsion de Sainjon, veut donc traiter les licenciés cas par cas. « Chacun des 1 905 peut trouver réponse à son problème particulier et éviter le chômage. » N'est-ce pas là la négation du syndicalisme, que de présenter des licenciés comme des cas individuels, comme s'ils avaient quitté leur classe parce que leur contrat de travail était rompu...

3) « Le résultat (de Talbot) c'est que l'on a regagné 1 000 emplois, le maintien de l'entreprise et des solutions sociales pour les travailleurs en surcapacité. » Une nouvelle fois, cette notion de sureffectifs, décriée quand la CFDT l'utilise, est admise par Sainjon. Mais surtout,

présenter le résultat de la lutte de Talbot comme un succès parce que 1 000 emplois sur les 2 905 licenciements prévus sont sauvés, voilà qui en annonce de belles. Sainjon met le doigt dans l'engrenage qui conduit publiquement la CGT à admettre qu'il y a une part du feu, celle de la crise, de la fatalité des licenciements, à admettre.

Dans les chantiers navals, les Charbonnages, les plans de négociation sont mieux préparés. Mais Talbot a créé un précédent grave : publiquement à chaud, la direction CGT a admis le prix à payer par les travailleurs de la crise capitaliste. Elle cherchera à faire oublier l'image de Nora Tréhel se faisant siffler dans le B3. Mais Sainjon et ses semblables dans les directions des fédérations appliquent cette ligne.

1 905 licenciements admis hier à Talbot, demain combien ailleurs ?

Jean Lantier

Après l'appel de Sandouville
La polémique dans le « Havre-Libre »

• Le Havre libre,
20 janvier 1984

« La CGT de Renault
répond : nous condamnons
cette intervention »

« Le comité exécutif a apprécié positivement l'orientation de l'action chez Talbot sous la responsabilité du syndicat CGT en accord et en complète harmonie avec la FTM ainsi qu'avec la confédération CGT dont la CE a approuvé et vérifié cette juste orientation. Les résultats obtenus tenant compte du rapport des forces a permis de préserver la marque Talbot, ses productions dont le site de Poissy ainsi que les investissements. Concernant l'accord du gouvernement et de la direction de PSA, la CGT comme les autres syndicats a été mise devant le fait accompli sans qu'il y ait eu de négociation. C'est ainsi que 1 905 licenciements de travailleurs immigrés et français ont été décidés sur 2 905 prévus initialement. La CGT n'a pas pour autant abdicué... »

« Conformément à l'appréciation et aux décisions du comité exécutif, le syndicat tient à souligner le caractère unilatéral de la déclaration des 15 adhérents de la CGT

dont certains sont membres de ces instances statutaires et qui n'ont pas respecté scrupuleusement les règles de fonctionnement démocratique de notre organisation. Cette attitude ne peut que servir tous ceux qui veulent nuire à la CGT ainsi qu'aux travailleurs. Le syndicat condamne cette intervention qui ajoute de l'eau au moulin de tous ceux (patronat, droite) qui mènent en ce moment une campagne forcenée contre notre organisation, son secrétaire général et à laquelle les médias font largement écho. Il appelle tous ses adhérents et militants à rejeter ce comportement inadmissible, et à ne pas se laisser détourner des objectifs revendicatifs, du développement de l'action et du renforcement de la CGT. »

• Le Havre libre, 21 janvier
PCF Renault-Sandouville :
« L'opération des 15 personnes se présentant militants CGT Renault-Sandouville relève de la même démarche depuis 15 ans. Ce groupuscule emboîte le pas de toutes les campagnes anticomunistes et anticégétistes. En agissant ainsi, en conduisant les luttes à l'impasse et à la violence, ils servent les intérêts de la droite et de la grande bourgeoisie... »

PCF

L'effet Talbot à l'oeuvre

• Georges Marchais à FR3 : « Moi, je suis pour que les entreprises fassent du profit... »

A peine effectuée la rentrée de Talbot, s'ouvrait une session du comité central du PCF, les 17, 18 et 19 janvier sur les mutations industrielles. Prévu sur deux jours, le CC y adjoint un troisième, sans doute en raison de la richesse des débats... Ce qui perce à travers le rapport de Georges Marchais montre une direction peu sensible aux luttes contre les licenciements. D'autant que, pour bien se faire comprendre, Marchais donna, le 21 janvier à FR3, la version télévisée des travaux du CC en matière de mutations industrielles (*Humanité* du 21 Janvier).

Marchais est pour le profit

« Moi, je suis pour que les entreprises fassent du profit. Pour que les travailleurs bénéficient du fruit de leur travail, pour que les actionnaires tirent des revenus normaux, mais nous sommes contre les prélèvements exorbitants qui sont opérés sur les entreprises. » Ces propos télévisés du secrétaire général indiquent le fond même de l'orientation du PCF. Il s'agit d'une option pour un capitalisme bien tempéré, qui réussirait à estomper les conflits aigus.

Au nom de l'expérience de profit immédiat, la classe patronale rationalise les entreprises, licencie, robotise la production dont le volume global est réduit. Cette classe possède le pouvoir économique exclusif. C'est cette réalité que Marchais veut estomper. Selon lui, il serait possible à la fois de réussir une modernisation jugée nécessaire par le PCF, accroître la compétitivité des entreprises, tout en développant l'emploi productif, le pouvoir d'achat et en stoppant les licenciements.

L'OCDE à la rescousse

Pour soutenir sa thèse, Marchais brandit devant les caméras un rapport de l'OCDE, qui indique « Dans le cas de l'automobile qui, en 1982, représentait 238 000 emplois, la robotisation signifierait donc 476 emplois à supprimer. Or, les patrons veulent en supprimer 45 000 d'ici à 1988. » En fait, ce rapport de l'OCDE repose sur une supercherie de taille, car il se livre à ces calculs en prenant comme base non pas une production constante mais une production qui augmente. Or, elle chute, Marchais en fait état dans son rapport au CC : « Les capacités matérielles de production ont baissé en 1982. Les investissements ont chuté de 9 % en deux ans. » La robotisation, pièce maîtresse des mutations technologiques, se fait dans un contexte de crise de surproduction capitaliste, dans laquelle le patronat veut se débarrasser d'une marchandise en excès sur son marché, la force de travail. Marchais, pourtant, continue d'utiliser le fameux exemple de Renault-Douai, usine modèle du point de vue des robots. Précisément, 700 intérimaires ont été licenciés, et l'embauche n'a pas compensé ces licenciements.

Le PCF ne s'oppose pas aux licenciements

L'enjeu de la lutte de classe, dont Marchais reconnaît — bien forcé — l'existence, c'est une bonne utilisation du progrès des sciences et des techniques. « Après tout, si une machine peut faire le travail d'un, ou de dix hommes, est-ce que cela ne signifie pas "automatiquement" »



Charles Fiterman et Gisèle Moreau à la réunion du comité central

une ou dix suppressions d'emplois ? Nous répondons : absolument pas. » Pourquoi, se demandera le licencié de l'automobile, des chantiers navals ou de la téléphonie ? « En vérité, ce qui est fondamental, c'est ce que les hommes font du progrès », répond Marchais. Ces hommes ne sont-ils pas séparés par une irréductible barrière de classe, qui sépare ceux qui ont le pouvoir de décider de l'utilisation des nouvelles techniques de ceux qui subissent l'exploitation ? Cette vérité première est anesthésiée par Marchais. « Nous disons : pas de licenciement, pas un chômeur de plus. Et nous ajoutons : réussir la rénovation de l'industrie nationale implique de commencer non pas par diminuer mais par accroître l'emploi productif. » Et nous ajoutons, pour accroître l'emploi productif, il faut s'attaquer sans délai au pouvoir patronal et à la logique économique qui en découle. La lutte de Talbot le démontre, le patronat, qu'il soit l'ultra-réactionnaire famille Peugeot ou ayant d'autres « traditions » moins voyantes, n'est pas prêt, par nature, à négocier ne serait-ce qu'une parcelle de son pouvoir, surtout en période de crise de surproduction. Si bien que la formule « Pas un licenciement, pas un chômeur de plus » ne signifie qu'une démarcation verbale, sans conséquence sur l'objectif des luttes ouvrières, pour la direction du PCF.

« Plus Mitterrand que moi, tu meurs »

A cet égard, Marchais insiste

beaucoup sur sa fidélité aux 110 propositions du candidat Mitterrand. Drapé dans ce document de papier, au débourant électoral, Marchais préfère prendre l'identité de ceux qui veulent faire respecter le mandat du 10 mai. Ça implique bien moins de

choses sur les luttes en défense de l'emploi. Les Talbot ont eu bien peu d'influence sur la direction du PCF, qui s'accommode fort bien, tous comptes faits, des 1 905 licenciements...

Jean Lantier

Plus que jamais, sachons débattre pour unir et agir plus efficacement contre les licenciements et la logique infernale du capitalisme en crise.



Bientôt le troisième tirage sera totalement épuisé... Cette brochure de 24 pages, en vente au prix de 10 francs, est prévue pour une large diffusion.

Ecrivez ou téléphonez à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, Tél. 859 00 80.

Des tarifs particuliers sont prévus pour les commandes groupées.

HOPITAUX GENERAUX

Encore un coup de rigueur gouvernementale

La plupart des hôpitaux généraux fonctionnent avec des « faisant fonction d'interne » (FFI), les internes titulaires étant généralement réservés aux hôpitaux universitaires.

Leur salaire brut était de 3 417 F par mois (JO du 14/10/83). Très récemment les intéressés viennent d'apprendre que leur salaire de misère était encore considéré comme trop élevé par nos ministres de gauche : le JO du 7/12/83 publie un nouvel arrêté fixant les émoluments des personnels médicaux à partir du 1^{er} décembre 1983. La rémunération des FFI passe à 3 134 F pour la région sanitaire de Paris et à 2 787 F pour les autres régions sanitaires.

Alors que le gouvernement donne encore six mois de réflexion aux médecins hospitaliers pour continuer ou non leur activité privée, il rogne un peu plus le niveau de vie des plus exploités d'entre eux.

Beaucoup d'entre eux sont étrangers, certains sont réfugiés politiques ; n'étant pas titulaires ils n'ont pas de syndicats et il leur est très difficile de se défendre. Les FFI ne doivent pas rester isolés car d'autres catégories moins vulnérables risquent d'être touchées par la suite : un mauvais coup se trame déjà contre les internes titulaires en psychiatrie.

Il faut exiger du gouvernement le retrait de cette mesure scandaleuse.

Dans l'immédiat il faut obtenir des directeurs d'hôpitaux qu'ils trouvent les moyens de compenser par des primes la perte de salaire subie par les FFI (283 F pour la région parisienne, 630 F pour la province).

SCHLUMBERGER (ENERTEC) MONTROUGE

Chômage et prestige

Jeudi dernier, 19 janvier, plusieurs centaines de travailleurs ont fait grève pour se rendre en manifestation devant le siège de la direction. Ils ne veulent pas faire les frais des caprices patronaux.

La direction du groupe Schlumberger annonce sept cents suppressions de postes sur les dix mille du groupe, en proposant le départ en préretraite à cinquante-six ans.

A compter sur 23 janvier, trois cents travailleurs de l'usine de Montreuil sont en chômage technique pour une semaine, indemnisés à 50 %. Maintenir leur plein salaire coûterait environ vingt millions de centimes. La direction ne veut pas en entendre parler, au moment où elle investit dix-huit milliards dans la construction du Forum Schlumberger, une réalisation de prestige.

Après avoir augmenté ses bénéfices de 30 % par an les sept dernières années, elle pratique le chantage aux difficultés économiques et autres charges trop lourdes, arguments patronaux habituels.

L'an dernier, les travailleurs avaient débrayé avec succès, obtenant l'annulation de la semaine de chômage technique qu'avait décidée la direction.

Un engagement unanime

C'EST par de très longs applaudissements que le congrès, debout, a salué l'arrivée à la tribune de Victor Medrano, représentant du FMLN-FDR. En quelques phrases vibrantes et chaleureuses, il a souligné l'importance des échéances auxquelles se trouve confrontée la révolution au Salvador et dans toute l'Amérique centrale; le danger grandissant d'une intervention militaire massive de l'impérialisme US; sa confiance en la victoire finale, au-delà des terribles épreuves que subissent aujourd'hui leurs peuples; le rôle essentiel de la solidarité internationale. C'est pour répondre notamment à ses remerciements adressés au nom du FMLN-FDR à la LCR pour le rôle qu'elle joue dans le développement de la solidarité avec la révolution en Amérique centrale, qu'Alain Krivine a alors pris la parole:

« Je voudrais, au nom de tous les délégués présents à ce con-

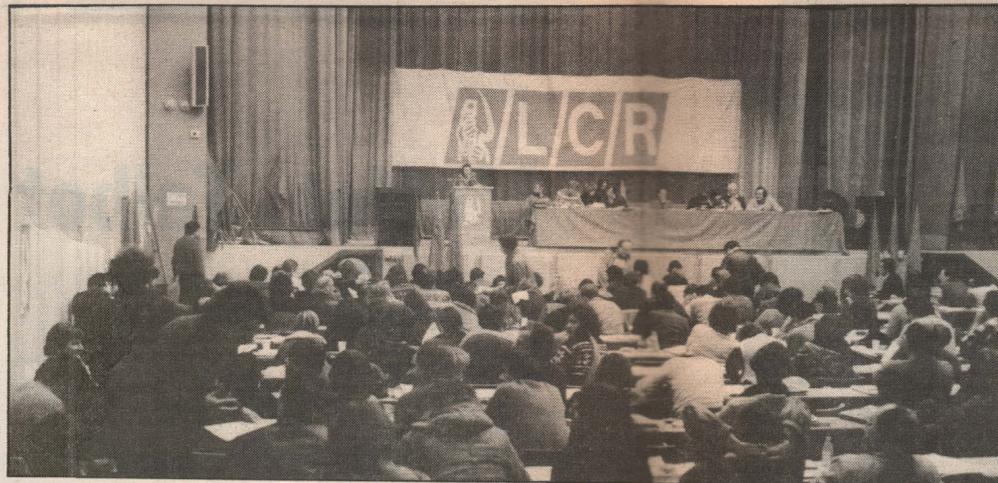
grès, au nom de tous les militants de la LCR, remercier le camarade Victor Medrano pour le salut qu'il nous a adressé. Il n'est pas dans nos habitudes de faire adopter des résolutions par acclamation. Pourtant, nous sommes convaincus que celle que je vais lire maintenant ne souffrira pas de longues discussions, car elle s'inscrit dans la droite ligne de nos plus profondes traditions internationalistes. »

« Le VI^e Congrès de la LCR se tient alors que s'accroissent les menaces d'intervention militaire massive de l'impérialisme US en Amérique centrale.

« Dans des conditions de plus en plus dramatiques, les peuples du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala se défendent, les armes à la main, contre la guerre que leur mènent déjà l'impérialisme et les dictatures qu'il soutient à bout de bras au Salvador et au Guatemala.

« Le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua a lancé un appel pour la formation de brigades de solidarité. La LCR s'engage à déployer tous les moyens dont elle dispose pour répondre à cet appel. Déjà, de plus en plus nombreux, nos militants se rendent au Nicaragua. Tous n'y partiront pas, mais nous sommes certains que chaque militante, chaque militant de la LCR, ici, en France, se transformera en brigadiste de la solidarité avec la révolution en Amérique centrale. Partout, sur nos lieux de travail, dans nos syndicats, dans les comités de solidarité, nous nous engagerons à tout faire pour empêcher l'impérialisme de faire subir à la révolution en Amérique centrale le sort qu'il vient de réserver à la petite île de la Grenade.

« A nos frères de combat du Front sandiniste, du FMLN, de l'URNG, nous disons: Hasta la victoria, siempre! Revolución o muerte, venceremos! »



VI^e congrès de LCR

Un débat au coeur de l'action

Les organisations suivantes ont suivi les travaux du congrès.

- Organisations étrangères non membres de la IV^e Internationale: VS (Danemark), Bloc socialiste (République dominicaine), FID (République dominicaine), MIR (Chili), SWP (Grande Bretagne), Parti d'action communiste (Syrie), FMLN-FDR (Salvador).

- Les sections et organisations sympathisantes de la IV^e Internationale d'Italie, de Belgique, de Grande Bretagne, d'Egypte, d'Israël, du Liban, de Suisse, des Antilles, du Chili, du Brésil, de Turquie, de la République dominicaine, et le SWP des Etats Unis. Le groupe corse « A Fiumara » et le groupe trotskyste vietnamien en France. La section australienne.

- A noter la présence de notre camarade Raymond Molinier, secrétaire de notre mouvement. Le camarade Pierre Frank, malgré son état de santé, a assisté à une partie des travaux.

- Organisations françaises: Lutte ouvrière, PCML, Gauche autogestionnaire, AMR, PCI, Parti socialiste, Parti socialiste unifié... et les messages de la FEN, du Mouvement de la paix, de l'UNEF ID.

PEU d'organisations du mouvement ouvrier osent aujourd'hui mener un débat sur la situation actuelle des travailleurs, sur le bilan du gouvernement issu du 10 mai 1981.

« Peu d'organisations osent aussi tirer ouvertement le bilan de l'état d'esprit, de la combativité des travailleurs en s'appuyant sur l'expérience individuelle et collective de leurs militants.

« Très peu, franchement, tirent le bilan de leur intervention en étant capables de critiquer leur propre activité et en menant la discussion

sur les critiques portées par chaque militant.

« La LCR a prouvé qu'elle était capable de faire cela en trois mois de discussions, sans hésiter à porter ses débats dans les colonnes de sa presse, sans hésiter non plus à inviter toutes les organisations du mouvement ouvrier à venir assister à ses travaux et même s'ils le souhaitaient à y intervenir.

« C'est une réponse concrète que nous avons ainsi su donner à tous ceux pour qui centralisme démocratique est synonyme de censure, de négation de la libre expression des individus. A travers des

dizaines de congrès locaux regroupant les 92 sections de la LCR, l'ensemble des militants ont pu s'exprimer pour retransmettre l'expérience vécue dans les 500 entreprises où intervient la LCR.

Au cœur des luttes

« Depuis le dernier congrès, la LCR a été présente et active dans la quasi totalité des luttes et des mobilisations sociales qu'a connues le pays; les grèves des PTT, de la SNCF, des hôpitaux, des usines de l'automobile, des mines;

les mobilisations antiguerre, laïques, et antiracistes.

« La direction sortante avait adopté à la majorité des projets de thèses qui tout en maintenant les mêmes objectifs d'activité tenaient à revenir sur l'appréciation portée au lendemain du 10 mai. Les ravages créés par la division, ont empêché jusqu'à ce jour que les travailleurs interviennent eux-mêmes pour empêcher que le gouvernement qu'ils ont contribué à installer ne continue une politique qui ne tient pas compte de leurs intérêts. Aussi chaque militant de la LCR, chaque congressiste avait

comme souci de voir l'action la plus appropriée pour arriver à contrecarrer les attaques patronales, contrecarrer les impasses proposées aujourd'hui par les directions traditionnelles.

« C'est à partir de ce souci commun que quatre plates-formes politiques avaient été soumises au vote des délégués. La présence de la totalité des formations d'extrême gauche, du Parti socialiste et du PSU (messages de la FEN et du Mouvement de la paix, voir ci-contre) montrait la place qu'a su prendre la LCR dans l'action et dans les débats.

« L'autre point en débat était celui de la poursuite des efforts de construction de la LCR comme organisation vivante, démocratique, centralisée, et des efforts de construction de cellules d'en-

treprise dans les concentrations industrielles.

« Témoignage de ces efforts, si elle a maintenu stables ses effectifs depuis le dernier congrès, la LCR a, par contre, presque doublé le nombre de camarades présents dans la métallurgie. Sur ces questions, des appréciations différentes apparurent au sein du congrès parmi les camarades qui défendaient la résolution majoritaire. Comme pour le reste, cette question fut tranchée démocratiquement par le vote des délégués.

« A l'issue de tous ces débats, le congrès devait voter plusieurs motions (voir ci-contre) dont une traçant la perspective d'un rassemblement national contre le retour de la droite et l'austérité.

« Puis eut lieu l'élection du comité central, composé de soixante camarades, dirigeants des principaux secteurs d'intervention de la



LCR, de ses principales régions, et élu en proportion des positions apparues dans le débat. L. C.

Un appel a un rassemblement contre l'austérité

« Le VI^e Congrès de la LCR a décidé d'impulser une large campagne autour du plan d'urgence sorti par notre organisation, autour du programme d'action que le nouveau comité central a pour tâche de terminer dans les mois qui viennent. Rouge a déjà contribué longuement à expliquer cette campagne. Avancer les réponses de la LCR face aux attaques patronales, montrer que d'autres solutions sont possibles que celles avancées aujourd'hui par les chevaliers des « mutations technologiques » qui se traduisent par des dizaines de milliers de licenciements.

« Dans le cadre de cette campagne, le congrès a décidé de s'adresser à tous les militants, toutes les formations politiques qui

se rangent dans le camp de la défense des intérêts ouvriers. C'est avec tous ceux-là que nous voulons débattre. Nous proposons donc à tous de lancer l'initiative d'un rassemblement des travailleurs contre l'austérité pour la fin du printemps.

« C'est pour cela que d'ici le mois de mai, des dizaines de réunions se tiendront dans des entreprises, des quartiers et des villes autour de ces propositions. C'est pour cela que nous invitons officiellement toutes les formations qui le désirent à débattre avec nous à cette occasion. Débattez ensemble... pour agir ensemble, car, en même temps, la LCR sera au cœur des luttes qui se mènent contre la politique de licenciements et de fermetures d'entreprises.

Extraits de l'intervention d'Arlette Laguiller

C'est avec intérêt que nous suivons votre politique quotidiennement. Un intérêt qui se fonde sur le fait que nous sommes attelés à une tâche commune: la construction, dans ce pays, d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui ne peut se faire, nous en sommes convaincus, que sous la bannière du trotskysme. Donc, nous ne devons pas taire les divergences essentielles qui nous séparent. Elles n'empêchent d'ailleurs pas des activités communes, ni qu'un débat fraternel s'instaure entre nous.

La divergence la plus importante

concerne nos interventions respectives dans les luttes actuelles de la classe ouvrière.

« Nous entrons dans une période où nous allons sans doute vivre des centaines de conflits défensifs comme celui de Talbot, des conflits qui même s'ils se succèdent à un rythme rapide, ont peu de chances de déboucher sur une contre-offensive générale de la classe ouvrière.

« Or, pour la première fois depuis 1947, la CGT et les autres centrales syndicales sont contraintes, par les

liens qu'elles ont avec le gouvernement de gauche, de mener une politique ouvertement anti-ouvrière. Ce n'est pas tellement nouveau, mais ce qui est nouveau c'est que c'est très apparent pour un grand nombre de travailleurs du rang.

« Or, vous semblez miser sur la perspective d'une fracture des organisations réformistes, préalable à la mobilisation ouvrière.

« Ce n'est pas à des fractures que nous assistons, mais plutôt à une désagrégation des organisations. Ces militants qui se démobilisent sont pas perdus définitivement pour les combats futurs de la classe ouvrière, mais nous devons leur donner l'envie de lutter, en leur montrant que non seulement cette lutte est possible, même sans les appareils, voire contre eux, à condition d'être avec les travailleurs.

« Et c'est à ce niveau que nous pouvons jouer un rôle décisif. Même quand nous sommes très minoritaires en force militante dans les entreprises, nous pourrions jouer un rôle dirigeant dans les luttes prochaines.

« Nous pourrions faire en sorte que le maximum de travailleurs puissent tirer des leçons les plus riches possible de leur participation à ces

luttes, en faisant l'expérience de l'auto-organisation de leurs propres luttes.

« C'est comme cela, camarades, que nous concevons la politisation des luttes...

« Vous pensez que l'essor des luttes de la classe ouvrière viendra de la rupture de militants ouvriers honnêtes avec leur direction, et que c'est nécessairement la prochaine étape de la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat.

« Nous pensons que, pour vaincre ces militants, il est nécessaire de s'appuyer sur la détermination des travailleurs eux-mêmes.

« Là où existent des militants honnêtes, combatifs, quelle expérience pourront-ils faire faire aux travailleurs? Sinon l'expérience que leur syndicat est bien meilleur que le concurrent et, en fin de compte, que Maire est meilleur que Krassucki, ou réciproquement? Sinon l'expérience que leurs luttes doivent passer par le canal syndical, et en dernière analyse, qu'ils sont pour que leurs luttes restent tributaires des options des directions syndicales?

« En fait, en agissant ainsi, vous ne dirigez pas les luttes, vous les laissez diriger par d'autres. Vous

ne politisez pas ces luttes, même quand vos militants d'entreprise influencent localement tels ou tels militants syndicalistes. Et vous laissez à d'autres, Maire par exemple, le soin d'encaisser, bien plus largement, le capital politique de ces luttes.

« Ne croyez pas que nous ne cherchons pas à gagner ces militants combatifs, ces militants ouvriers honnêtes, sincèrement attachés aux intérêts de leur classe. Bien au contraire. Mais nous ne les gagnons que si nous parvenons à leur montrer, dans les faits, dans l'action, en les y associant, qu'il est possible de diriger les luttes des travailleurs d'une façon différente, plus efficace que celle de leur direction.

« Nous pensons que la période qui vient nous permettra d'implanter dans la classe ouvrière des militants écoutés et entendus qui créeront les conditions d'apparition d'un parti révolutionnaire prolétarien d'ici quelques années. Mais, si nous nous disons cela aujourd'hui, c'est pour être capables, vous et nous, d'ici peu, deux ans par exemple, de tirer les leçons de la période, car ce parti, de toutes façons, nous comptons bien le construire ensemble.



OLIVIER DE LANDAU:

« Votre soutien n'aura pas été un vain mot »

« Je voudrais vous remercier pour la campagne que vous avez menée, pour l'énergie que vous avez déployée pour que se crée un vaste mouvement de solidarité nationale et international. » C'est sur ces mots qu'Olivier Lecour-Grandmaison, l'un des trois soldats de Landau, a salué notre congrès. La veille, nous avions appris la terrible nouvelle: Olivier et Laurent devaient passer en jugement le 26 janvier. Heureusement, un délai d'un mois a été obtenu, et ce n'est que le 23 février que s'ouvrira ce procès exceptionnel.

« Pour Olivier comme pour nous tous, c'est une leçon d'unité ouvrière que nous avons donnée et

qui devra rester une référence demain dans les luttes quotidiennes, qu'elles concernent l'armée ou d'autres domaines de la vie politique et sociale. Face à un ennemi commun, il est nécessaire et indispensable de savoir regrouper les forces pour lui faire lâcher prise, sans pour autant renoncer aux convictions fondamentales des uns et des autres.

« Une fois de plus, devait s'écrier Olivier, notre organisation a su montrer que lorsque ses militants étaient attaqués, lorsque des droits et libertés démocratiques étaient menacés, elle était capable de réagir comme un seul homme, comme une seule femme, et

mener une campagne exemplaire. Cela restera pour moi et mes camarades l'expérience qui nous aura sans doute le plus renforcé dans notre conviction de la nécessité absolue pour les travailleurs de se doter d'un parti révolutionnaire.

« Aujourd'hui, devait-il conclure, il nous reste un mois pour préparer notre comparution devant ce tribunal d'exception. La hiérarchie militaire et le gouvernement se préparent des moments difficiles car nous ferons de ce procès une terrible chambre d'échos, où la voix de ceux qui luttent pour les droits démocratiques de soldats, où la voix de ceux qui luttent contre les Pershing, où la voix de ceux qui luttent pour la paix se fera entendre haut et fort. »

Les principaux extraits du discours d'Ernest Mandel, au nom du secrétariat unifié de la IV^e Internationale, paraîtront dans le prochain numéro de « Critique communiste ».

L'appel d'Olivier à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique, à l'occasion du congrès de la LCR, sera entendu, afin que partout à la veille du procès se tiennent d'imposantes manifestations de rue unitaires. Et le 23 février, tous ensemble, nous serons à leurs côtés.



« Lutter pour l'autonomie des femmes »

• Interview d'Elysabeth Mira et de Colette Galard, membres du bureau confédéral du Mouvement français pour le planning familial (MFPF)

D EPUIS un an et demi environ, le débat sur le féminisme se pose avec acuité dans le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) : « Qu'est-ce que le féminisme ? Le mouvement des femmes ? Le MFPF est-il un mouvement féministe ? »

Le MFPF est connu pour avoir initié et mené activement la lutte pour le droit à la contraception et à l'avortement. Le fondement essentiel de ce combat étant la « lutte pour que chacun vive sa sexualité sans répression ni dépendance ».

Ses militantes et militants intègrent maintenant la dimension féministe et la lutte contre l'oppression spécifique des femmes. Cette orientation vient encore d'être confirmée au congrès extraordinaire de décembre 1983 par l'adoption, à une large majorité, d'une modification des statuts allant dans ce sens.

Elysabeth Mira et Colette Galard, membres du bureau confédéral du MFPF, ont accepté de répondre à quelques questions concernant cette évolution. Nous les en remercions.

• Pourquoi et comment la question du féminisme vient-elle en débat dans le MFPF en ce moment ? Alors que d'autres l'entendent...

Elysabeth — C'est une volonté de minimiser la démarche concrète du féminisme que de faire croire qu'on est dans l'après-féminisme. Il y a des acquis, des lois ont été votées... Mais il faut encore lutter !

Colette — Dans les années 1970, le mouvement féministe était principalement non mixte. Ceci a sans doute fait écran, pour le MFPF, mouvement mixte, à s'engager comme mouvement féministe. C'est aussi parce que nos luttes sont moins polarisées par la contraception et l'avortement et que nous

avons eu plus le temps de réfléchir au problème globalement.

Elysabeth — La question de la contraception et de l'avortement est décisive du point de vue de la libé-

ration des femmes, même si elle n'est pas suffisante. C'est normal qu'on ait consacré tous nos efforts à cela.

On agissait dans la perspective de se libérer des maternités trop nombreuses et non désirées, des avortements clandestins, etc. Maintenant, c'est dans la perspective de se libérer pour quelque chose. Dans les revendications, les femmes réclament le droit d'avoir leur emploi, leur autonomie, de vivre autrement les rapports hommes/femmes. Cette démarche féministe surgit partout, petit à petit.

Colette — Le MFPF lutte pour le libre choix des femmes. Mais si la contraception permet cela, on est obligé de se rendre compte que dans le contexte social et économique actuel, les conditions de ce choix ne sont pas forcément remplies.

Les femmes veulent participer à la vie sociale. Le slogan « Un enfant si je veux, quand je veux » débouche automatiquement sur la question : « Le moment, c'est quoi ? » Les femmes sont amenées à se poser le problème de la gestion de leur vie et pas seulement celui de la gestion du nombre d'enfants.

Elysabeth — C'est vraiment par là que l'on a abordé le féminisme. La question de la maternité est très liée au phénomène de l'oppression spécifique des femmes. Donc, en fait, on est féministe depuis longtemps. Mais maintenant, on l'aborde sur un plan plus général. C'est un élargissement de notre champ d'action. Mais il faut que nous défi-

nissions notre propre démarche.

Colette — Par exemple, la contraception n'est pas un thème féministe en soi. Cela pourrait être vu sous l'angle de la contraception du

couple. Nous, nous avons abordé la contraception de manière féministe à partir du moment où nous avons compris que cela relevait du choix personnel de la femme.

Notre féminisme, nous le comprenons comme la lutte contre l'oppression spécifique des femmes, contre toutes les discriminations et violences dont elles sont l'objet. Cela dans le but objectif de favoriser l'autonomie des femmes.

• Quel est l'enjeu du féminisme selon vous ?

Elysabeth — L'enjeu, à terme, c'est que les femmes puissent acquérir une autonomie réelle, qu'elles ne soient pas dépendantes de leur famille, de leur mari ou ami. Enfin, qu'elles puissent prendre toute leur place dans la société, à tous les niveaux : économique, politique, social, culturel, etc.

Colette — Vouloir une société différente où toutes les discriminations, oppressions, inégalités seraient abolies ne peut se concevoir sans l'apport du féminisme et la participation active des femmes.

• Comment concevez-vous la lutte pour le féminisme ? Quelles implications concrètes dans vos actions ?

Elysabeth — Nous rencontrons plus de 350 000 personnes par an dans nos centres, dont 90 % de femmes. Les discussions s'engagent le plus souvent sur des problèmes de contraception. Mais elles dé-

bouchent sur ceux de l'emploi, de la garde des enfants, du logement, de l'organisation de la journée, des conditions de vie, du partage des tâches à la maison, des rapports avec le conjoint ou le compagnon, etc.

Colette — Pour la contraception et l'avortement, la résolution du problème passait par des mesures législatives, pour lesquelles nous nous sommes battues, et par une prise de conscience des femmes. Nous aurions pu seulement nous battre pour que les lois soient votées. Le MFPF ne s'est pas arrêté là. Nous avons eu une démarche qui a permis que les femmes l'inscrivent dans leur vie, profondément, et participent à la lutte collective. Nous avons une pratique avec les femmes, une recherche sur les besoins réels dans les quartiers.

Elysabeth — Actuellement, nous réfléchissons sur un projet et des formes d'action avec les femmes qui permettraient de développer concrètement l'objectif du MFPF concernant l'autonomie des femmes et tout ce qui s'y rapporte : l'emploi, la garde des enfants, les violences sexistes, etc.

• Que pensez-vous de l'action du gouvernement de Mitterrand envers les femmes ?

Colette — Il y a tout ce qu'a fait ou impulsé le ministère des Droits de la femme et qui est plutôt positif : la campagne d'information sur la contraception, le remboursement de l'avortement — mais avec la pression déterminée du collectif pour le remboursement de l'avortement —, la loi sur l'égalité professionnelle — tout en considérant qu'une fois la

loi votée, il reste encore à la faire appliquer —, le projet de loi antisexistes qui peut sensibiliser l'opinion.

Elysabeth — Mais les mesures actuellement mises en route par le secrétariat d'Etat à la Famille relèvent d'une politique nataliste avec laquelle nous sommes en désaccord. Ainsi en est-il de l'allocation de garde de mille francs par mois pour les salariés qui quitteraient leur emploi pour élever leur enfant à partir du troisième. Nous savons que ce sont principalement les femmes qui sont concernées par cela.

Colette — Développer une véritable politique familiale suppose d'autres mesures. Par exemple une allocation dès le premier enfant et à chaque enfant quel que soit son rang, la création d'équipements collectifs, seraient davantage de nature à respecter le choix des femmes tout en leur donnant les moyens de l'assumer.

• Quels sont vos rapports avec le mouvement des femmes ?

Elysabeth — Nous avons parlé de nos actions spécifiques. Le MFPF est aussi partie prenante de toutes les initiatives qui existent, de toutes les luttes de femmes, et donc de celles du mouvement des femmes. Soit sous la forme d'une participation, soit sous la forme d'un soutien. Cela dépend de notre analyse propre et de nos priorités du moment.

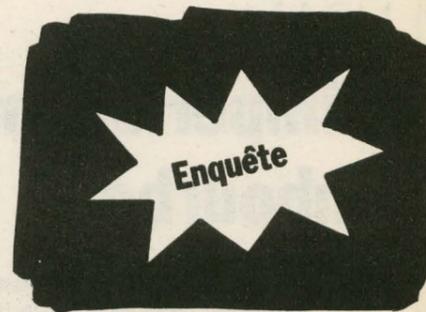
Sur un plan général, le fait que nous nous définissions comme mouvement féministe nous amènera à rencontrer davantage le mouvement des femmes et à lutter ensemble plus souvent.

Propos recueillis par Sonia Folloni

TEXTILE

En prime, la maladie

• Dans les filatures de coton, trois sur quatre des ouvrières et ouvriers souffrent de la byssinose, «l'asthme du coton». Une lutte syndicale exemplaire se développe dans les Vosges



LES problèmes de santé sont en général vécus individuellement par les travailleurs. Malchance et fatalité figurent le plus souvent au banc des accusés alors que les dégâts causés par les conditions de travail sont aujourd'hui indéniables.

Si la silicose fait partie maintenant du vocabulaire courant, combien d'années de lutte aura-t-il fallu aux travailleurs du sous-sol pour qu'elle soit enfin reconnue comme maladie professionnelle et figure à ce titre dans le tableau de classification officiel de la Sécurité sociale ?

Dans le cas de la byssinose, affection des poumons qui frappe les travailleurs du textile, cette lutte n'en est qu'à ses débuts. Jusqu'à présent, la maladie était banalisée. « Soit les travailleurs n'avaient pas conscience que leur difficulté à respirer était le signe d'une maladie, soit, s'ils étaient plus atteints, ils étaient seuls et impuissants devant une institution médicale qui refusait de prendre en compte ce problème dans son aspect collectif », constate le docteur Privet, chargé de mission auprès de l'Union régionale Lorraine de la CFDT pour les problèmes de santé.

De plus, alors que tout docteur en médecine doit déclarer à l'inspection du travail toute maladie à caractère professionnel, il faut bien dire qu'au-

cun, dans les Vosges, n'a fait usage de ce droit.

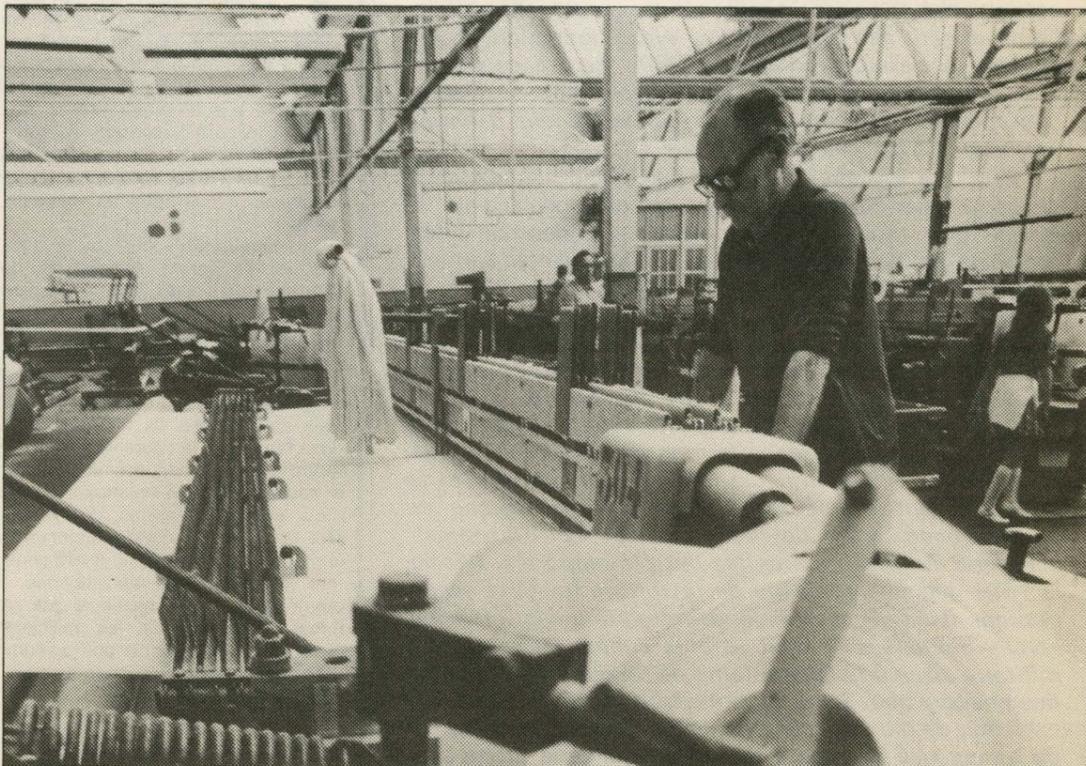
La CFDT Hacuitex-Vosges a, devant cet état de fait, entrepris une expérience syndicale intéressante. En associant médecins, syndicalistes et travailleurs, Hacuitex-Vosges a voulu faire en sorte que ces derniers, actifs et retraités, participent pleinement à la découverte de leur maladie et à la lutte pour sa reconnaissance par la Sécurité sociale.

La maladie elle-même

Maladie des travailleurs du textile, la byssinose (du grec *bussos*, toile fine) a été dépistée dès le 18^e siècle en Italie puis en Angleterre et en Belgique un peu plus tard.

La byssinose s'appelle également « maladie du lundi » car ses effets extérieurs (difficultés à respirer, toux) se manifestent avec le plus d'acuité après le repos du week-end ou après les vacances.

Déjà au 19^e siècle, patrons et ouvriers s'opposaient sur les causes de la maladie, comme le signalent deux médecins belges de l'époque : « Les maîtres trouvent la cause de cette plus grande sensibilité dans les excès du dimanche, mais les ouvriers ne manquent jamais de l'attribuer à l'interruption du travail qui leur fait perdre l'habitude de la



poussière. »

La maladie frappe les travailleurs dix ou quinze ans après leur entrée en usine. Les nouvelles technologies n'ont pas fait baisser les risques, bien au contraire. La byssinose est liée aux déchets du coton, à la poussière en suspension dans les ateliers.

Or, depuis que la cueillette du coton est mécanique et que les machines tournent à un rythme beaucoup plus rapide, ces déchets se trouvent en nombre plus important qu'il y a un siècle. C'est encore là un exemple où progrès technique n'a signifié ni progrès social ni progrès médical.

Ainsi, à Thiéfosse, le *Chant du canari* a été projeté. Il retrace la lutte des ouvriers et des ouvrières du textile des usines Burlington, le plus grand groupe textile du monde, et explique leur lutte pour la reconnaissance de leur maladie.

Une vingtaine de personnes se pressent dans la petite salle. Après le film, le docteur Privet amorce le débat qui démarre lentement. On parle peu dans ces vallées des hautes Vosges, et il n'y a pas de syndicat dans l'usine. Une ouvrière raconte comment elle a été licenciée à cause de son « insuffisance respiratoire ». On dénonce le patronat, les conditions de travail, les salaires. Puis l'assemblée se tourne vers le délégué du CHS présent : il faut faire quelque chose. Le délégué s'engage à faire circuler le questionnaire dans l'usine et à sensibiliser les travailleurs sur le problème. Contact est pris avec le représentant Hacuitex, pour que les syndicats suivent et aident la lutte.

Interview de Marcel Marie secrétaire du syndicat Hacuitex de Boussac-Saint-Frères à Nomexy

• La byssinose était-elle connue avant ?

Pas du tout, et pas mal d'ouvriers partageaient le point de vue patronal sur les effets de la bringue du week-end. Puis Lucien Privet est venu, nous avons organisé la campagne et il y a des résultats. La médecine du travail a trouvé deux cas de byssinose à BSF depuis le battage que nous avons fait.

• Comment ça s'est passé dans ta boîte ?

Nous avons eu des séances de formation syndicale, puis nous avons posé le problème dans une réunion de CHSCT. La CGT n'avait jamais entendu parler de ça. On leur a appris. Avant c'était chacun pour soi, aujourd'hui c'est le début d'une prise de conscience.

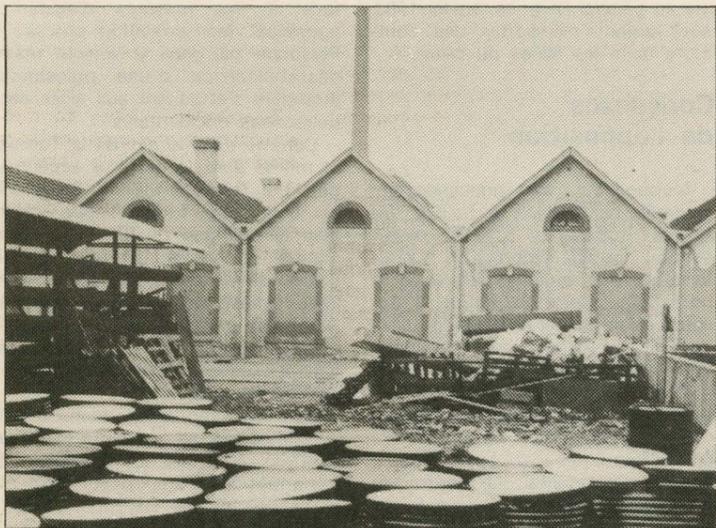
Nous avons projeté le film *Le Chant du canari* — qui reproduit des témoignages de travailleurs du textile américains — à Nomexy et aussi dans d'autres communes textiles des Vosges. Nous avons collé des affiches, distribué des tracts et des questionnaires. Les retraités se déplacent peu et les débats ont été

assez moyens, mais c'est encourageant quand même.

• La lutte maintenant ?

Il y a eu deux cas reconnus à BSF. Nous luttons pour diminuer le taux d'empoussièrement dans les ateliers, en particulier dans les salles de déballage et de mélange. Le taux maximum autorisé aux USA est de 0,2 mg/m³, c'est à cela que nous voulons arriver. Il y a aussi des cas de licenciement pour byssinose, mais rares sont les ouvriers et ouvrières qui veulent porter l'affaire plus haut. Enfin, nous voulons que la byssinose soit reconnue comme maladie professionnelle et figure dans le tableau de classification officiel de la Sécu. Ça a l'air d'être en bonne voie après les contacts que nous avons eus avec la CRAM du Nord-Est. Et le 12 octobre, nous avons organisé une grande journée sur la byssinose à Epinal, avec des docteurs, des professeurs, des délégués syndicaux. Nous avons invité le médecin du travail de BSF mais il a poliment décliné l'invitation. Tu comprends, les médecins du travail sont payés, logés par le patron. Tant qu'ils ne seront pas indépendants du patronat, il y aura des résistances.

Propos recueillis par Charles Suze



Interview du docteur L. Privet

• Quels sont tes liens avec les travailleurs et les organisations syndicales ?

Je ne suis qu'un conseiller technique permettant aux travailleurs d'acquiescer les notions syndicales qui leur permettent de se battre sur les problèmes de santé. La réflexion syndicale est embryonnaire sur ce point, mais je ne me décourage pas quand je rencontre des résistances. J'essaie aussi de ne pas venir faire « mon petit truc », de tenir compte des autres problèmes comme l'emploi, etc.

• Comment prévenir la byssinose ?

Les CHSCT peuvent jouer un rôle important, surtout avec les nou-

veaux textes, mais ceux que j'ai vus fonctionnent surtout au parteralisme. Une revendication importante, c'est l'indépendance des médecins du travail.

• La campagne a-t-elle été un succès ?

Oui, la prise de conscience a été énorme dans les Vosges. Mais c'est un processus lent, c'est une démarche nouvelle et les travailleurs ont du mal à s'y mettre. Nous avons déjà ramassé cinq cents questionnaires distribués dans les entreprises et les cités. Pour nous, il fallait aller sur le terrain, balancer un tract ne suffisait pas. C'est pour ça qu'Hacuitex a organisé des séances de cinéma dans les communes avec un film américain, *Le Chant du canari*, suivi d'un débat. Nous avons eu vingt-cinq à trente personnes à chaque séance.

Des chiffres révélateurs

La CRAM du Nord-Est a entrepris de faire des analyses d'empoussièrement dans une usine BSF des Vosges. On comprend mieux pourquoi elle demande que ces chiffres restent confidentiels et que les rapports ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation. *Rouge* s'empresse de les rendre publics. Dans une salle de déballage, à la prise de « balle », les chiffres sont les suivants sur vingt-quatre heures : 3,60 mg/m³, 2,20 mg/m³ et 0,84 mg/m³. Le chiffre le plus bas (0,84), correspondant sans doute à la nuit, est quatre fois supérieur à la norme américaine autorisée !

LIBAN

L'impérialisme embourbé

La guerre du Liban s'enlise. Un an et demi après l'invasion israélienne et le départ des forces palestiniennes de Beyrouth, moins de deux mois après la tenue de la conférence de Genève sur la réconciliation (qui regroupait toutes les parties du conflit), tout le monde en fait le constat. Rejeté par la majorité musulmane du pays, le gouvernement d'Amine Gemayel, dont le principal soutien vient des milices chrétiennes fascistes et des Etats occidentaux, s'efforce d'imposer son pouvoir par la violence. Dénonçant « la politique phalangiste de domination dans tous les aspects de la vie libanaise, avec l'aide directe des Etats-Unis », Walid Joumblatt, leader du Parti socialiste progressiste (PSP), vient à ce propos d'annoncer que son mouvement ne cesserait pas les combats « aussi longtemps que le gouvernement d'Amine Gemayel n'aura pas démissionné ».

Pour qui douterait que les responsabilités de cette situation incombent uniquement au clan phalangiste, la lecture d'un tout récent rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) s'avérerait fort instructive. Selon cette organisation, près d'un millier de Libanais et cinq cents Palestiniens ont disparu depuis 1982, « du fait des Forces libanaises » (appellation officielle des milices chrétiennes). Et la FIDH ajoute que les disparus sont généralement « des civils enlevés à leur domicile et plus fréquemment kidnappés aux barrages des Forces libanaises dans la montagne, sur la route de la Bekaa ou à Beyrouth (...) Ces enlèvements sur carte d'identité ont frappé toute personne musulmane ou palestinienne, mais de nombreux cas de "disparus" chrétiens ou même maronites ont été rapportés. » Enfin, la FIDH dénonce « l'usage de la torture [qui] est systématique dans les camps de détention que contrôlent les Forces libanaises et dont le plus connu est le conseil militaire situé à la Quarantaine de Beyrouth-Est » (le fief des phalangistes). Est-il encore besoin, après ces faits accablants, de prouver que c'est une politique d'apartheid et de terreur que cherche à mettre en œuvre la droite libanaise ?

Un tel contexte ne pouvait qu'accroître les difficultés de la Force multinationale. A l'origine, cette dernière se voyait assigner trois objectifs : « Assurer la sécurité et la dignité du départ des combattants palestiniens » ; « assurer la sécurité physique des autres habitants de Beyrouth » ; « favoriser la restauration de la souveraineté et de l'autorité du gouvernement libanais ». Mais au fil des mois, c'est le dernier de ces objectifs qui est apparu comme la clé de voûte de l'intervention des puissances occidentales. Les 5 500 soldats américains, français, italiens et britanniques sont donc devenus, aux yeux des populations, les supplétifs des forces gouvernementales, sans pour autant parvenir à restabiliser le pays pour en faire, avec Israël, la principale tête de pont de l'impérialisme dans la région.

L'opération impérialiste débouche sur une impasse totale et sur un nombre élevé de victimes. Nul ne s'étonnera donc que les différents Etats cherchent à sortir au plus vite de ce borborygme. Ce qui fait éclater les divergences d'intérêt qui les opposent. En décembre, Sandro Pertini, le président de la République italienne, expliquait crûment : « Actuellement, l'Italie risque d'être embourbée dans une guerre qui ne la regarde pas. » Et il ajoutait : « Parlons clairement : les Américains ne sont là que pour défendre Israël et non la paix. » Presque en même temps, Ronald Reagan indiquait dans le magazine *US News and World Report* : « Il sera possible de retirer les Marines en 1984. » Sur le terrain, les unités françaises se sont d'ores et déjà repliées sur des positions moins exposées. De son côté, Rome a réduit de six cents hommes les effectifs de son contingent.

Il reste pourtant qu'un retrait, dans ces conditions, équivaudrait à une déroute, dont l'hôte de la Maison-Blanche risque de pâtir à quelques mois de l'élection présidentielle outre-Atlantique. Gageons dès lors qu'il fera tout pour retarder les échéances et transformer l'intervention impérialiste en mission des Nations unies. Cela peut le conduire à intensifier l'escalade militaire dans la région. Le secrétaire d'Etat Georges Schultz ne vient-il pas de menacer les opposants à Gemayel de « raids préventifs » ? Plus que jamais, il convient d'exiger le rappel de toutes les forces occidentales du Liban : elles servent des buts fondamentalement réactionnaires et coûtent des milliards aux travailleurs des métropoles.

Christian Picquet

MAROC

Les émeutes de la vie chère

• Comme en Tunisie, l'augmentation des prix provoque des révoltes qu'Hassan II fait réprimer dans le sang

LE Maroc vient de connaître des émeutes contre la vie chère. Le bilan s'éleverait environ à deux cents morts et de nombreux blessés. Hormis Casablanca, quadrillée par d'omniprésentes forces de police à l'occasion du sommet islamique, et Fez, toutes les villes importantes du pays ont été touchées, y compris la capitale, Rabat.

Ces émeutes résultent de la jonction de l'agitation scolaire et de mouvements de protestation spontanés contre les hausses successives des produits de première nécessité. Au début du mois, la moitié des lycéens du pays entraient en grève contre l'augmentation des frais de scolarité. Ils furent rejoints dans la rue par le courant de protestation populaire, déterminé à rejeter la seconde hausse en moins de six mois et qui promettait de ne pas être la dernière. Les manifestants érigèrent des barricades et affrontèrent la police qui n'hésita pas à ouvrir le feu, dans plusieurs cas. A Rabat, la police et les miliciens armés ont par exemple pris position autour des lycées pour tenter d'enrayer le mouvement.

Une crise approfondie

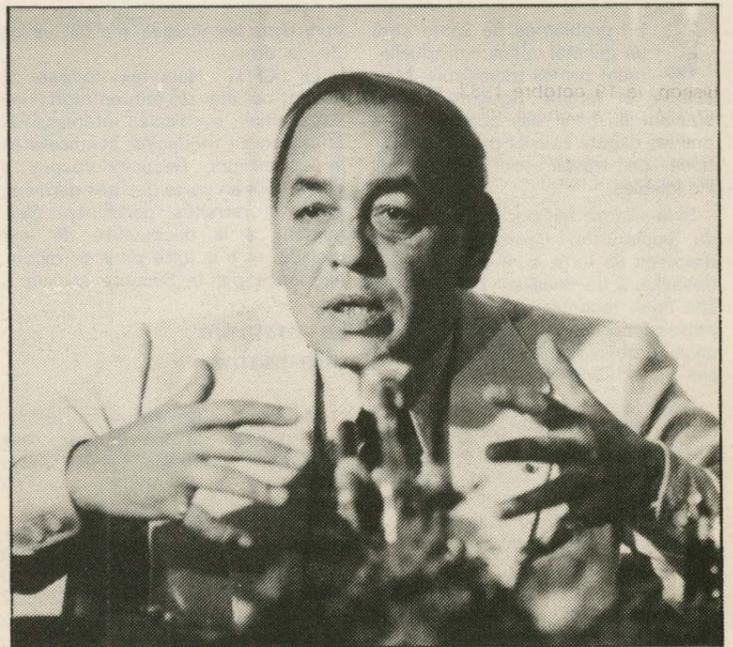
Avec ses vingt-cinq millions d'habitants, le Maroc est le plus peuplé des pays du Maghreb, mais l'absence de revenu pétrolier lui donne, relativement à sa population, une richesse moindre que ses voisins (trois fois inférieure à celle de l'Algérie). Les phosphates constituent la seule ressource minérale. En incluant les gisements du Sahara occidental, le Maroc possède les deux tiers des réserves mondiales.

La chute d'un tiers du cours des phosphates, conjuguée aux effets de la récession internationale, a sévèrement touché l'économie marocaine. Et le budget est grevé par les importantes dépenses militaires liées à l'occupation du Sahara occidental.

1983 fut placée sous le signe de la crise. Dévaluation du dirham et mesures d'austérité ont été exigées par le Fonds monétaire international (FMI) pour consentir de nouveaux prêts. Comme l'ensemble des pays dominés, le Maroc est pris dans une spirale d'endettement croissant. Atteignant onze milliards de dollars, sa dette extérieure représente 90 % de la richesse produite dans le pays.

Sanglante dictature

Ce n'est pas la première fois que le Maroc connaît de tels troubles. En juin 1981, des émeutes avaient éclaté à Casablanca lorsque le gouvernement décida de supprimer les subventions permettant le maintien relatif des prix des produits de première nécessité. Les émeutes furent noyées dans le sang, au prix de centaines de victimes. Déjà, quatre ans après avoir succédé à son père et après avoir réprimé les émeutes de mars 1965, Hassan II proclamait l'état d'exception. Concentrant le pouvoir entre ses mains, le monarque ne s'embarassait pas des formes pour éliminer des opposants. Tout le monde se souvient encore de l'affaire Ben Barka qui illustre les liens privilégiés avec l'ancienne puissance coloniale (la France constitue avec les USA le principal soutien du régime et représente le quart des



échanges commerciaux marocains).

L'armée est à la fois le rempart et le talon d'Achille du pouvoir d'Hassan II. Plusieurs tentatives de coup d'Etat militaire, notamment en août 1972, à Skhirat, la trahison du fidèle général Oufkir (mouillé dans l'assassinat de Ben Barka), l'« accident de la circulation » qui coûta la vie au général Dlimi en janvier 1983, sont autant d'épisodes des complots dans les allées du pouvoir.

Consensus de l'opposition

L'opposition est principalement incarnée par l'Union socialiste des forces populaires (USFP), représentant certains secteurs de la nouvelle bourgeoisie industrielle et technocratique. Cette formation a accepté de participer à l'actuel gouvernement avant les élections législatives de février prochain.

Ceci n'est pas une surprise si l'on se souvient du consensus chauvin réalisé autour de la « marche verte » en 1975 lorsqu'il s'est agi d'occuper le Sahara occidental que les troupes espagnoles venaient d'évacuer. La fièvre nationale n'épargna ni le PC local — le Parti du congrès et du socialisme — ni même certains courants d'extrême gauche.

Ce consensus, la monarchie le recherche à partir de 1979. L'été 1978 et le début de l'année suivante voient le développement de luttes ouvrières et enseignantes. Elles conduisent à une scission dans la centrale syndicale officielle, l'Union marocaine des travailleurs. Dans un premier temps, le pouvoir use de la

répression pour mettre ensuite sur pied le Conseil national de sécurité, qui inclut l'USFP et le PPS, aux côtés du parti du pouvoir, l'Istiqlal.

Devant une opposition incapable d'organiser les masses populaires, de centraliser leurs luttes, comment s'étonner de ces explosions de colère spontanées et simultanées face à des mesures d'austérité aggravant leur condition précaire ? Personne ne peut y voir la main déstabilisatrice d'une puissance étrangère s'attaquant aux alliés des puissances occidentales.

Comme dans le cas de la Tunisie et même dans le cas plus accentué des émeutes de la faim du Brésil, s'il est une cause fondamentale, c'est bien la politique du FMI, celle des dictats et de la dégradation du niveau de vie des masses. La meilleure preuve en est que, comme Bourguiba quelques semaines auparavant, Hassan II a dû annuler les hausses prévues pour tenter d'apaiser les émeutes.

Le pillage impérialiste (dans lequel la France ne se contente pas de miettes) ainsi que les relations de dépendance sont organisés et perpétués par les institutions internationales, même lorsque celles-ci se parent des habits de l'aide au développement. En ce sens, les émeutes qui viennent de se dérouler sont lourdes de conséquences pour les régimes néo-coloniaux. Quant à l'attitude du gouvernement français, nous attendons de voir si François Mitterrand va adresser un message de sympathie à Hassan II, comme il l'a fait à Bourguiba.

Jacques Laredo

CONTRE LA REPRESSION AU MAROC

Samédi 28 janvier, à 14 heures

- A Paris, à Barbès. Manifestation à l'appel de l'Association des Marocains en France et de l'Association des travailleurs marocains en France.
- A Rouen, place de la Cathédrale, manifestation unitaire.

La LCR soutient ces deux manifestations.

GRENADE

La colonisation

• En deux mois, mille à deux mille Grenadiens ont été arrêtés, interrogés, fichés et intimidés. La population regrette amèrement les programmes sociaux qui avaient été mis en place par Maurice Bishop.

PEGGY NESFIELD travaillait au ministère des Finances. Après le meurtre de Maurice Bishop, le 19 octobre 1983, elle fut arrêtée par le Conseil militaire révolutionnaire qui se mit alors en place avant d'être renversé par l'invasion américaine. Choquée comme tous les Grenadiens par tous les événements tragiques qui se sont déroulés en quelques jours, elle raconte : « La première fois que je suis arrivée à pleurer, ce fut lorsque j'accompagnai une amie à l'aéroport de Point-Salines pour dire au revoir à son mari cubain. Il était renvoyé à Cuba comme prisonnier par les Américains. Quand je vis tout l'attirail qu'ils débarquaient, toutes ces caisses, et toute la flottille d'avions, j'ai su que nous étions redevenus une colonie. C'était vraiment trop pour moi. »

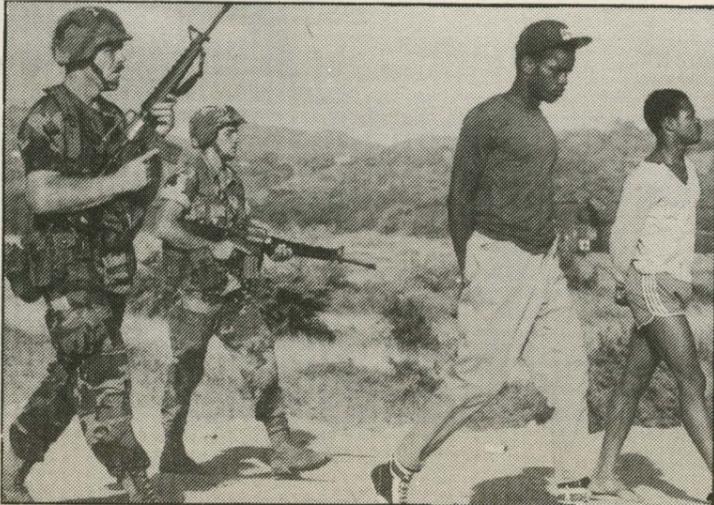
Pourtant, la grande majorité des Grenadiens semble avoir reçu sans hostilité l'arrivée des troupes de Reagan. Après le meurtre de Bishop et l'instauration d'un pouvoir répressif, ils ne voyaient plus d'issue. Mais au fil des semaines, la présence des soldats américains, les arrestations et les perquisitions incessantes ont été de plus en plus mal supportées.

On acceptait mal aussi que l'envoyé de Reagan dirige le pays quasiment de manière ouverte. « Et maintenant, qui va nous sauver de nos sauveurs ? », confiait un homme d'affaires à un journaliste. A la mi-décembre, le gros des troupes nord-américaines a pris le chemin du retour. Ce jour-là, des badges portant la photographie de Maurice Bishop ont commencé à fleurir sur les chemises et les robes. Car le prestige de ce grand révolutionnaire reste considérable chez les Grenadiens.

« Je crois que d'une certaine façon nous avons fait une erreur en intervenant à Grenade. Pour quelque temps, la situation dans la partie orientale de la Caraïbe est stabilisée. Mais les communistes maintenant auront leur martyr. Tout le monde va oublier qu'Austin a renversé Bishop, et d'ici trois ou quatre ans Bishop va apparaître aux yeux de la population de Grenade et des îles avoisinantes comme une victime des Etats-Unis... et tout sera à refaire. » Voici ce qu'un haut fonctionnaire du département d'Etat aurait déclaré à un correspondant de la revue *Antilla*. Personne à Grenade n'ose encore attaquer directement Maurice Bishop. Même pas les équipes spécialisées dans l'intoxication psychologique qui ont été envoyées par Washington.

Opérations psychologiques

Ils n'y vont cependant pas de main morte ! C'est ainsi que lors d'un déjeuner avec des hommes d'affaires, ils ont présenté un costume de style chinois et prétendu que les forces américaines en avaient découvert des milliers. Le régime révolutionnaire, disaient-ils, se préparait à rendre obligatoire le port de cet uniforme. Les cinquante à cent hommes chargés d'opérations psychologiques font partie des 300 militaires nord-américains qui sont restés sur place. Ils ne cessent de survoler l'île en hélicoptère, et de patrouiller en jeep, surtout dans la capitale.



Il s'ajoute à cette situation la présence pesante de dizaines d'agents de renseignements. En deux mois, mille à deux mille Grenadiens ont été arrêtés, interrogés, fichés et intimidés par ces hommes. 450 policiers militaires venant d'autres îles des Caraïbes participent aux tâches de répression. Reagan a débloqué 15 millions de dollars pour leur équipement et leur entraînement. La même somme a été confiée à l'AID (l'organisation américaine d'aide au développement), une officine du département d'Etat. Elle a présenté son programme à une mission d'enquête envoyée par des organisations humanitaires.

Le retour au passé

Il s'agit notamment de refondre le système éducatif, en commençant par faire disparaître le matériel scolaire imprimé pendant la révolution. Le contrôle de prix sur les produits de base et les marchés d'Etat ne va plus être qu'un lointain souvenir. Les fermes d'Etat et les entreprises publiques créées sous la révolution ont été fermées pour la plupart et doivent être vendues au secteur privé. Des projets d'investissement ? L'hôpital psychiatrique bombardé va être reconstruit. Quant au reste, il s'agit d'investir un peu dans le tourisme et dans quelques projets peut-être pas très utiles, mais en tout cas « visibles ». Un projet grandiose serait ainsi l'installation... de latrines.

Quinze à vingt volontaires de l'US Peace Corps ont du mal à remplacer les dizaines de Cubains qui participaient au développement de la santé et de l'éducation. Les

programmes sociaux mis en place sous Bishop (le lait gratuit pour les enfants et les mères, les repas chauds dans les écoles, les cours d'agriculture pour les jeunes et les paysans...) sont amèrement regrettés par tout le monde. Mais il n'est pas question de les remettre en place.

Selon Paul Scoon, la marionnette qui dirige Grenade sous l'autorité du représentant de Reagan, le régime de Bishop a bien trop dépensé. Le seul projet qui sera achevé est l'aéroport international de Point-Salines. Car c'est sur le développement du tourisme que les autorités comptent avant tout pour résorber le chômage, qui s'est enflé énormément en quelques mois, et éviter une catastrophe économique. Il faut dire que les businessmen nord-américains se ruent sur Grenade pour acquérir des morceaux de plage à bas prix, et que les représentants d'agences de voyage s'abattent sur l'île dans ce que l'on a appelé « la seconde invasion de Grenade ». Ce qui a fait déclarer à un ancien ministre de Bishop : « J'ai peur que le travailleur agricole moyen (dont un millier a été licencié) ne s'installe maintenant dans les villes pour vivre des pourboires et des gratifications des touristes. »

L'ancien dictateur Gairy, qui s'apprêtait ces derniers jours à regagner Grenade, a proposé que l'aéroport soit baptisé « Ronald Reagan ». C'est le nom que, par dérision, Maurice Bishop proposa un jour de lui donner : à cause de la publicité que lui avait fait Reagan qui l'accusait d'être une base militaire. Et c'est ce qu'il est devenu : une base militaire nord-américaine.

Arthur Mahon



TCHAD

Le coup de semonce d'Hernu

DANS une interview largement répercutée par la presse, le commandant de la force Manta a défini la politique militaire de la France au Tchad. Selon le général Poli, le nord du pays est en voie d'annexion par la Libye, celle-ci ne déclencherait pas d'offensive tant que les troupes françaises seront là et, enfin, l'aménagement par les Libyens de la piste d'atterrissage de Faya-Largeau serait un *casus belli*. Le ministère de la Défense démentait que le général Poli ait parlé d'annexion, n'évoquant que la consolidation des positions du GUNT et de ses alliés. *Le Monde* a refusé ce démenti. Il est vrai que les déclarations laissaient entendre que la France n'allait pas empêcher militairement une partition du pays. Au lendemain de l'échec de la table ronde d'Addis-Ababa, ce n'est pas du meilleur effet. Mais l'essentiel est que le ministère donne implicitement aux propos de Poli le caractère d'un avertissement officiel au colonel Khadafi.

Sur le terrain, les deux camps utilisent le statu-quo pour réorganiser et renforcer leur dispositif. C'est le cas pour le GUNT dans l'est tchadien avec l'installation d'une piste plastifiée à Fada. La France choisit de désigner un seuil au-delà duquel elle engagera le combat et ne se contentera plus de « geler la guerre ».

L'échec des négociations à Addis-Ababa a démontré une fois de plus l'impossibilité d'un règlement diplomatique entre les parties tchadiennes. A l'heure où l'impérialisme français montre ses biceps au Proche-Orient et au Tchad, pour témoigner de sa supériorité sur ses adversaires, il s'agit de contraindre la Libye à une solution diplomatique. Selon le général Poli, « Khadafi est indélegable dans le nord, il reste à le coincer diplomatiquement. »

Manifestement, l'Elysée espère réitérer son succès de novembre 1981, lorsque ses pressions aboutirent au retrait libyen de N'Djamena. On devine le bénéfice politique en France même d'une manifestation d'autorité suivie d'effet. Pourtant, une confrontation ouverte impliquerait le risque de « mourir pour N'Djamena ». Le risque de se retourner à pieds joints dans les bourbiers libanais et tchadien est réel. Ce qui explique peut-être la décision de laisser un militaire du terrain monter en première ligne.

SENEGAL

Mauroy et les licenciés de Talbot

Pierre Mauroy vient d'effectuer une visite officielle au Sénégal à la tête d'une importante délégation gouvernementale. Au terme de sa visite, des accords de financement pour des projets industriels, touristiques et éducatifs ont été signés.

Le Sénégal est en effet l'un des pays d'Afrique noire choisis par les capitalistes français pour y susciter un développement économique à fort taux d'investissement. Mauroy a donné comme exemple de ce que devait être la coopération avec le tiers monde l'usine de phosphate de Taïba. Ce qu'il ne dit pas c'est qu'elle fut le théâtre d'une lutte d'un mois, finalement victorieuse à l'automne 1983. La mobilisation permit même la remise en liberté des délégués ouvriers poursuivis.

En marge de ces accords, Pierre Mauroy a abordé la question des 206 Sénégalais faisant partie de la charette des 1905 licenciés de Talbot-Poissy. Le Premier ministre tente de faire croire à sa volonté d'aider à la reconversion au Sénégal de ceux ayant choisi le « retour volontaire » et s'engage même à « financer les projets économiques des intéressés ».

Comme si Mauroy ignorait que les fermetures d'entreprises se multiplient dans ce pays du fait des diktats économiques du FMI et de la Banque mondiale. Comme s'il ignorait la hausse des prix et les mesures d'austérité prises en août et octobre 1983 par le gouvernement d'Abou Diouf, les quatre milliards de francs lourds de déficit budgétaire. Comme s'il ignorait les fraudes électorales du 27 février 1983 et la corruption institutionnalisée par le PS sénégalais. Ce dernier est un partenaire privilégié pour le PS français, siégeant à ses côtés à l'Internationale socialiste.

Le cas de Talbot n'est pas isolé. Georgina Dufoix a annoncé, lors de la visite, la réouverture à Dakar du bureau de l'Office national de l'émigration, destiné à favoriser les retours volontaires. Le grand frère français veut planifier l'émigration anarchique des décennies précédentes pour l'adapter aux besoins du capital en France.

Pour illustrer plus encore son comportement de tuteur, Lionel Jospin ira au congrès du PS en février pour superviser « l'Épinay à la sénégalaise » d'Abou Diouf.

VIENT DE PARAITRE

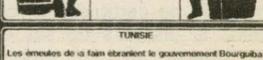
AMERIQUE CENTRALE en lutte



Reagan : offensive contre la paix

VIENT DE PARAITRE

INPRECOR INTERCONTINENTAL PRESS





Le jour d'après un film de Nicholas Meyer

• « Je ne sais pas comment se fera la troisième guerre mondiale... Mais je sais que la quatrième se fera à coups de pierres et de fronde » Albert Einstein

Le soir du 20 novembre 1983, dans leurs foyers, ou rassemblés dans des lieux publics à l'appel des écoles, des églises ou des divers mouvements pacifistes, cent millions d'américains ont suivi, écrasés sur leur siège, la projection par la chaîne de télévision américaine ABC du film de Nicholas Meyer, *The Day After*, consacré au déroulement et aux effets dans la population civile d'une guerre nucléaire de type « classique »...

Depuis mercredi dernier, les spectateurs français peuvent découvrir ce film qui, après *la Bombe*, réalisé dans les années soixante par Peter Watkins pour la BBC (et jamais diffusé par la BBC à cause du lobby pro-nucléaire britannique !), est certainement l'un des plus efficaces plaidoyers dressés en faveur du désarmement.

On sait que lors des semaines qui précéderont sa projection, la chaîne de télévision ABC fut soumise à d'énormes pressions émanant de la Maison-Blanche et du gouvernement Reagan. On comprend aisément la chose à la vision de ce « téléfilm » dramatique qui, sans trop forcer la dose, dresse un tableau absolument apocalyptique des effets dévastateurs d'un tel conflit. Après le « syndrome Three Miles Island », les USA découvrent aujourd'hui le « syndrome Hiroshima ».

Pour la première fois depuis la guerre de Sécession, ils découvrent que l'hypothèse d'un éventuel conflit nucléaire (bien évidemment entre les deux super-puissances...) se déroulera automatiquement chez eux. Même si son origine peut très bien découler d'une subite dégradation de la situation internationale autour du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est ou (comme dans le film) de Berlin.

Tant que cela se passait sur le vieux continent ou en Asie, et même en Amérique centrale, l'américain moyen bardé de certitudes et confiant dans le discours de ses dirigeants, n'avait rien à redouter

d'éventuelles retombées sur lui, sa famille, son milieu social.

Or, Nicholas Meyer est parti d'un prétexte on ne peut plus plausible. La situation se dégrade rapidement entre les troupes du Pacte de Varsovie et celles de l'OTAN autour de Berlin et de la ligne Oder-Neise. Qui a commencé à faire chier l'autre, là n'est pas véritablement le problème... Dans une première partie assez bucolique et tranquille, Meyer montre simplement que même un accroissement de la tension internationale n'entraîne pas automatiquement une prise de conscience de la part de ses concitoyens de l'extrême danger de l'escalade militaire. Même quand, sur leur téléviseur, les américains apprennent que des armes tactiques nucléaires ont été utilisées « là-bas », en RFA, ce n'est pas encore la ruée sur les produits de première nécessité, ni la panique incontrôlée.

Le « dé clic » se fait brusquement. Absents des décisions qui se prennent rapidement au-dessus de leur tête, ils découvrent soudain à travers des panaches de vapeur brillant à l'horizon, que « leurs » fusées quittent soudain leurs silos, avec un bel exemple et pour une destination qui pour leur être inconnue, les amène soudain à comprendre qu'automatiquement, il faudra à peine trente minutes à « celles » d'en face pour arriver sur leurs têtes...

Et c'est là que le film bascule avec une terrible efficacité. On a souvent vu des films, téléfilms ou documents de politique-fiction s'essayant à imaginer le processus de montée des « périls », jusqu'à l'ultime phase de « presse-bouton ». Mais jamais (à part *la Bombe*, cité plus haut) un film n'avait tenté de montrer les effets pratiques terrifiants d'un tel cataclysme.

Et là, Meyer renvoie les recettes du film d'horreur au magasin des accessoires. Ce n'est pas terrifiant parce que c'est « possible », c'est terrifiant parce que c'est « plausible » sinon « inéluctable » !

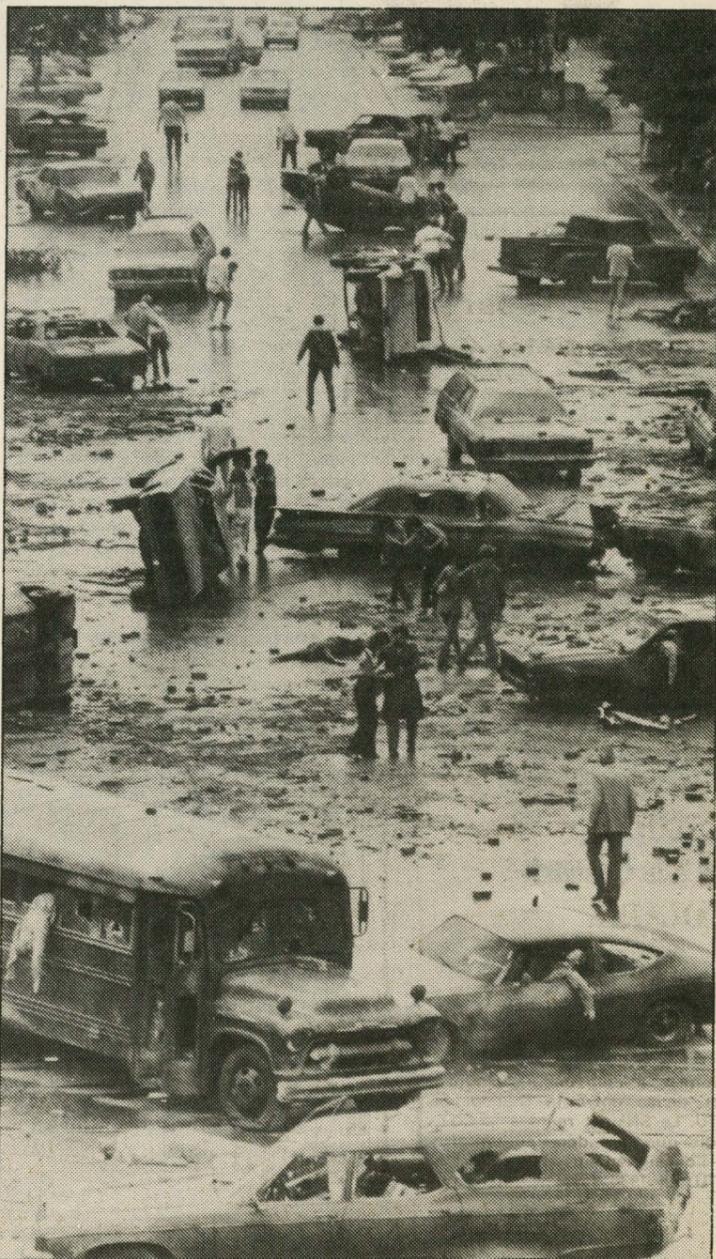
A la sortie de la projection de presse du *Jour d'après*, j'avoue avoir retrouvé la lumière du soleil, le bruit de la circulation urbaine, les visages de mes voisins de métro avec un soulagement rare et salutaire. Ce qui me fait croire que l'efficacité d'un tel film tient précisément à la technique « coup de poing » que suppose un tel exercice.

Mieux que dix mille discours, la puissance de l'image s'est affirmée aux USA dès le lendemain de la projection. Paul Newman, qui avait acheté l'espace publicitaire qui a immédiatement suivi la projection sur ABC du film, pour y diffuser, au nom des organisations pacifistes américaines, un très efficace speech sur la nécessité de rejoindre les mouvements pacifistes US, racontait que jamais il n'y avait eu, dans les semaines qui suivirent, une telle prise de conscience collective de la part d'une population qui, sur ce terrain comme sur d'autres, avait des prédispositions naturelles énormes pour la délégation des décisions concernant la défense nationale.

Verra-t-on en France, et en Europe de l'Ouest, les mêmes effets qu'aux USA ? Il est certain que la diffusion en salle n'aura pas le même impact qu'une diffusion à heure normale sur l'une des trois chaînes de la télévision nationale. Reste pourtant que ce film s'offre pour la période comme un fantastique outil de sensibilisation aux thèmes pacifistes. Au lendemain de Stockholm, un petit film de deux heures peut servir à renforcer dans la conscience collective de la population française, l'idée toute simple que les mouvements pacifistes et antiguerre militent aux antipodes de l'utopie. Seuls les éternels va-t-en-guerre, et autres bipèdes cocardiers, pourront encore refuser de voir avec des yeux neufs les autocollants « J'aime la paix » de la fraction la moins radicale du mouvement antiguerre européen.

Là réside essentiellement l'utilité de *Jour d'après* !

Michel Laszlo



THEATRE

Marivaux

EN 1723, Marivaux fait jouer la *Double Inconstance* par les Comédiens italiens ordinaires du roi. La pièce jouée à plusieurs reprises rencontre le succès et s'inscrit au répertoire des Italiens. 1723, c'est aussi la majorité de Louis XV qui signe la fin de la régence. La guerre se profile avec l'Autriche...

Cinquième des œuvres de Marivaux jouées à Paris, elle suit *Arlequin poli par l'amour* et *la Surprise de l'amour*. Certains ont vu dans l'œuvre un étroit parallélisme avec la vie même de Marivaux entretenant un commerce planté sous le sceau de l'amour avec une interprète des Italiens... Plus sûrement, Marivaux poursuit son analyse des rapports et jeux de l'amour. Pour ce texte, l'intrigue tient en ces termes : un prince amoureux d'une petite paysanne se fait passer pour un officier du rang. Le prince décide de séduire Silvia qui exige la présence d'Arlequin à ses côtés. Partant de là, l'enjeu est la destruction de ce rapport amoureux au profit du prince... On a déjà dit que l'on

pouvait y voir comme en miroir la situation de Marivaux. A la lecture on peut aussi y trouver une peinture brossée avec fiel des rapports sociaux, avec en toile de fond la révolution qui pointe. On peut aussi sortir de sa poche revolver les concepts légués par la psychanalyse et s'interroger sur la nature du plaisir de ce prince qui se donne à reconnaître dans un autre. La multiplicité des lectures a bien le loisir de se laisser aller.

L'originalité du travail présenté par la Comédie de Caen réside dans l'abord des personnages, des caractères nés sous la plume de Marivaux. Chacun porteur de son destin se signale et se définit par rapport à l'autre sur le terrain de l'amour. Le jeu dramatique semble posé entre deux bornes : prononcer le nom d'amour et annoncer le désir. Arlequin, qui ne peut perdre Silvia, rend obsolète son discours amoureux au moment où il évoque son désir pour Flaminia. De même, entre Silvia et Arlequin, la possibilité qui se fait jour de dire à l'officier le nom d'amour renvoie Arle-

quin à ses pantolonnades. Et la roue tourne, qui de l'énoncé à la renonciation emporte les personnages.

Ce propos, cette lecture mise en scène par Michel Dubois, confirme s'il en était besoin la qualité du travail qui se fait à la Comédie de Caen. Plutôt que par une volonté hystérique de surprendre à tout prix, l'équipe apprend et connaît la manière dont on forge un bonheur de théâtre. Tout comme un bonheur du jour, point par point, par transparence et par opacité. Il faut souligner la persistance de ce talent. Plus simplement se souvenir du *Désamour*, de *l'Etang gris*, des saisons précédentes...

Deux comédiens plus particulièrement connaissent à la perfection leur leçon de théâtre sans nous en infliger la récitation. Ils sont prodigieux. Jacques Gambelin qui joue Arlequin et Alain Moussay qui interprète Trivelin dessinent aux personnages un destin à la hauteur de leur talent. Peut-être jusqu'à ce point où Marivaux n'aurait point voulu les amener.

Ces deux ou trois choses que l'équipe de la Comédie de Caen sait de Marivaux, du théâtre, du propos à tenir, et d'elle-même aussi, forme l'une des plus belles mises en perspective qu'elle nous ait donné à voir.

Il n'y a rien à dire de plus. Nous ne pourrions que mal ou mi-dire à rajouter autre chose. Simplement, encore vous assurer que grand sera votre bon plaisir !

Charles Sylberg

• A Caen, jusqu'au 1^{er} février ; Le Havre, les 3 et 4 février ; Dieppe, les 7 et 8 ; Coutances le 14 ; Cherbourg les 16 et 17 ; Paris (au TEP), du 28 février au 8 avril. Question de perspectives : on peut dériver et se laisser baigner dans le jeu de correspondances en se rendant au Théâtre municipal aux trois lieux d'exposition caennais sur « Le Pérugin : exercices sur l'espace ». Autour de ce thème sont réunis des travaux contemporains réalisés à partir du tableau de Le Pérugin, *le Mariage de Marie* (1504). Après les huîtres, Caen s'ouvre les yeux et les oreilles... Il y a des perles !

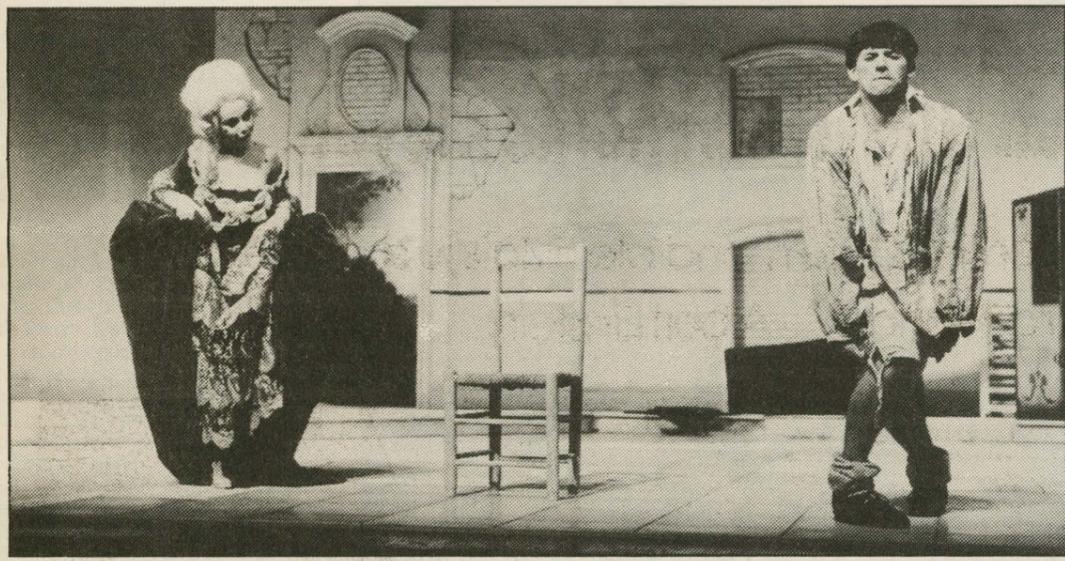
L'agenda

Petit tour de théâtre d'abord. Reprise à la Cartoucherie, à compter du 20 janvier, des Shakespeare de madame Mnouchkine. Apparaissent la saison passée *Richard II* et *la Nuit des rois*. Cette fois, c'est *Henry IV* qui sera passé à la moulinette du Théâtre du Soleil. A savoir qu'il faut venir bien équipé : d'une voiture parce que ce n'est pas à côté, d'une autorisation de quitter son travail plus tôt (ça commence à 18 h 30, et ça dure...), d'un coussin car le paillason qui recouvre la banquette est dur, de vos sandwiches sinon il faudra vous fendre de votre monnaie... Bien sûr, ça sera bien, tout le monde en parlera, ça sera peut-être l'événement de la saison... Ça sera comme l'an dernier, quoi ! Si vous prenez le métro pour y aller, vous pouvez faire un arrêt Bastille, car il va se faire sur la scène du théâtre du même nom, à compter du 27 janvier *Dis Joe* de Beckett. Ce sera joué par Jean-Claude Fall, qui se mettra en scène lui-même. La musique sera de Ghédalia Tazartès dont on a déjà dit dans cette page en d'autres occasions tout le bien que l'on pense de son écriture. *Dis Joe* ou *la Ballade des voix éteintes*, indique le sous-titre. Et ailleurs, encore dans le texte de présentation : *les Autres, quel embarras !*. Enfin, à la Mecque du théâtre (le TGP à Saint-Denis), on pourra voir *Exquise Banquise*. Une création de la Parisienne du théâtre, une compagnie qui vient de naître du Théâtre du pôle Est et des Mirabelles. Nos esprits

surentraînés se souviennent de *Blanchisserie blanche* des mêmes Mirabelles. A feuilleter le dossier de presse, c'est la sévère équipe : ils ont tout fait ces gens-là. Et très souvent du bon et grand théâtre. *Exquise Banquise* se définit comme une joyeuse comédie de L.-C. Sirjacq, une joyeuse musique de P. Martinet, une joyeuse interprétation de D. Bernet-Rollande... Toujours dans la Seine-Saint-Denis, la reprise de *Homme pour homme* de Brecht, dans la mise en scène de Philippe Adrien. Lors de la création à Paris, nous avions longuement parlé de ce travail. Juste à rajouter que c'est à Bobigny du 8 au 16 février et en tournée nationale ensuite.

Pour ce qui concerne la danse : à signaler le retour de Venise de Carolyn Carlson qui poursuit l'évocation de son enfance américaine. Le spectacle présenté à Avignon cet été s'appelait *l'Orso* et *la Luna*. Profondément remanié, il portera pour titre *Chalk Work* et sera donné à la Maison des arts de Créteil du 17 au 28 janvier. Danse encore, mais au Théâtre de la Ville à Paris du 17 au 22 janvier : Régine Chopinot dansera *Délices*. Tout le petit monde journalistique de la danse s'est empressé de lui coller la petite étiquette « new wave » ; ce qui n'est pas étonnant de la part de ces gens-là mais bien dommage car Chopinot montre bien dans sa chorégraphie qu'elle n'en a rien à foutre des petites cases !

C. S.



sur le petit écran

• **Dimanche 20 h 35 (TF1), *Nous nous sommes tant aimés*** d'E. Scola, avec N. Manfredi, V. Gassman et S. Sandrelli. Chronique douce amère des retrouvailles de trois anciens partisans, trente ans plus tard. Un chef d'œuvre de pudeur et d'humour.

21 h 40 (A2), « Vietnam », troisième épisode : *Dien-Bien-Phu, 1953-1954*. Séduits par la défense en « hérisson » pratiquée

par les Allemands en URSS durant la Seconde Guerre mondiale, les généraux français établirent un camp retranché dans la plaine de Dien-Bien-Phu, en plein pays vietminh, pour tenter d'attirer les troupes de Giap, créer un abcès de fixation et « casser du viet ». Le piège se retourna contre eux.

11 000 légionnaires, paras et tirailleurs se retrouvèrent encerclés par les Vietnamiens. Pour ravitailler

ses hommes, à 300 kilomètres de leurs bases, Giap mobilisa 75 000 coolies et des milliers de bicyclettes. Centimètre par centimètre, les soldats vietminh hissèrent des canons de 75 et de 105 sur les montagnes entourant la cuvette...

Après trois mois de siège, le 7 mai 1954, en un ultime assaut, les « bodois » de Giap plantèrent le drapeau vietnamien sur Dien-Bien-Phu.

22 h 50 (FR3), *Appelez Nord 777*, très solide polar de H. Hathaway, avec James Stewart, R. Conte et Lee J. Cobb.

• **Lundi 20 h 35 (TF1), *Branle-bas au casino***, comédie de R. Thorpe, avec Steve MacQueen (Un marin utilise l'ordinateur de son unité

pour faire sauter la banque du casino.)

20 h 35 (FR3), *la Femme du boulanger*, Pagnol, Raimu et Viviane Romance (pour la célèbre scène où Raimu engueule sa chatte).

• **Mardi 20 h 35 (A2), *El Dorado***, de H. Hawks avec J. Wayne et R. Mitchum. « Remake », pour vieillards imbibés de bourbon et perclus de rhumatismes, du célèbre *Rio Bravo*. Entre deux quintes de toux, Mitchum et le « Duke » gaspillent pas mal de balles. Marquant !

20 h 35 (FR3), *le Grand National*, ça date de 1944 mais ça permet de revoir Liz Taylor à 18 ans.

• **Mercredi**, soirée cinéma avec, à 20 h 35 (FR3), un portrait d'Elia

Kazan par Annie Tresgot et Michel Ciment, et à 21 h 55 (A2), un nouveau numéro du magazine « Cinéma, cinémas », « spécial Hitchcock », à l'occasion de la prochaine ressortie en salle de cinq films invisibles depuis près de vingt ans et comptant parmi les chefs d'œuvre de Sir Alfred : *Vertigo*, *Fenêtre sur cour*, *l'Homme qui en savait trop*, *la Corde* et *Mais qui a tué Harry ?*.

• **Vendredi 20 h 35 (A2), *la Guérilla***, nouveau téléfilm débité en feuilleton ; après la Drôme sous le Directoire, voici l'Espagne occupée par l'armée napoléonienne... Bernard Fresson est encore de ce feuilleton...

Michel Laszlo

HISTOIRE DE LA GUERRE SCOLAIRE

Par Vassili

Résumé. Le mouvement syndical s'est divisé entre la CGT et la CGTU. Le SNI est resté à la CGT, tandis que la fédération unitaire de l'enseignement a rejoint la CGTU. En 1936, les élections sont gagnées par le Front populaire. Le gouvernement issu de cette victoire prolonge la scolarité à quatorze ans et unifie l'enseignement primaire et élémentaire.

Les années 1935 et 1936 marquent l'unité retrouvée. Chez les enseignants d'abord...



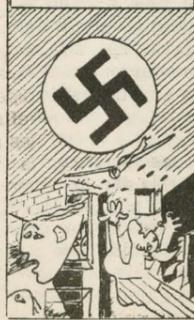
... puis au niveau confédéral.



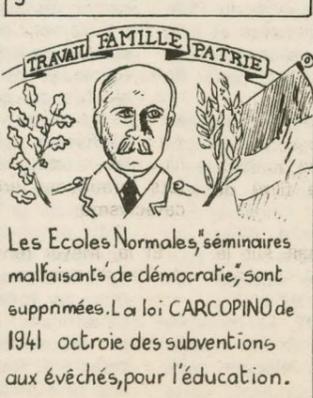
Mais déjà LEON BLUM annonce...



Alors que des bruits inquiétants résonnent dans le monde.



En 1939 commence la seconde guerre mondiale.



Il est minuit dans le siècle...



LES SOCIALISTES EUROPEENS FACE A LA CRISE (3)

Suède : un retour pour l'austérité

• Vainqueur aux élections de 82, Olof Palme cherche à se concilier la classe dominante en s'en prenant au niveau de vie des travailleurs

DANS nos deux précédents numéros, nous montrions comment les social-démocrates espagnole et grecque, confrontées à la crise, avaient abandonné toutes leurs promesses et mis en œuvre une orientation marquée par la lutte prioritaire contre l'inflation, au détriment de l'emploi et du pouvoir d'achat du plus grand nombre. On aurait cependant tort de croire qu'il ne s'agit que d'un trait caractéristique des pays d'Europe du Sud. Dans les Etats nordiques aussi, les succès électoraux socialistes coïncident avec une profonde crise d'identité de ces partis, avec la disparition totale de tout projet qui leur soit propre, au profit d'une ligne adaptée aux exigences du grand capital.

Le cas de la Suède est à cet égard éloquent. Les sociaux-démocrates y ont gouverné sans interruption de 1932 à 1976. Puis ils perdirent le pouvoir durant six ans. Mais la politique d'austérité que la droite tenta d'appliquer, la réduction brutale du niveau de vie — le revenu réel des travailleurs accusa une baisse de 14 % durant cette période — les attaques contre les grandes conquêtes populaires provoquèrent la chute de la droite. Le 19 septembre 1982, les socialistes revenaient aux affaires (obtenant 45,6 % des suffrages), appuyés par le petit parti communiste.

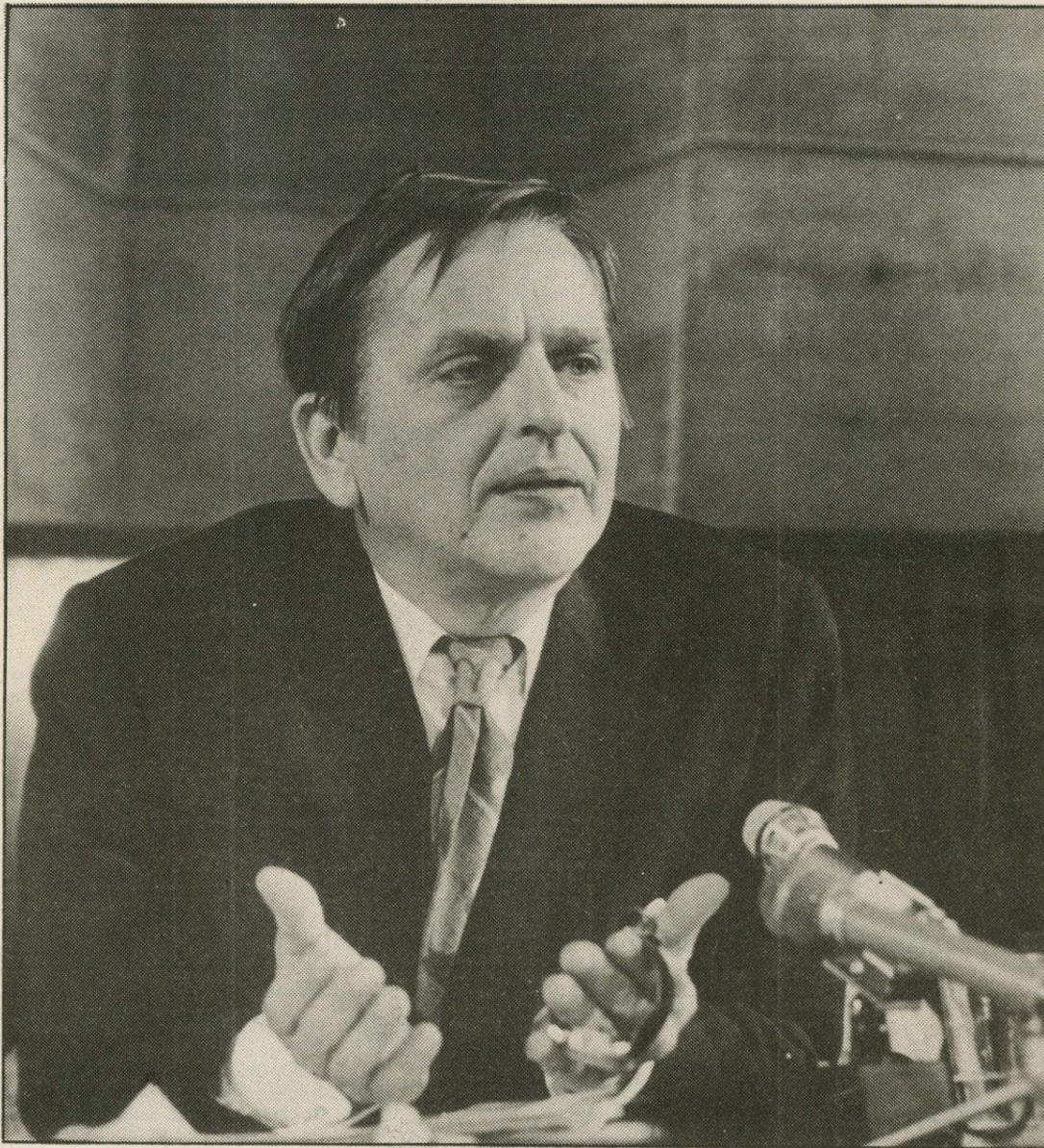
Faire baisser le niveau de vie

Le parti d'Olof Palme avait alors promis d'annuler quatre des mesures les plus impopulaires prises par le gouvernement réactionnaire battu : la réduction des remboursements des frais de maladie, la suppression de l'indexation des retraites, l'amputation des subventions pour les crèches et des allocations de chômage. Mais il fut immédiatement confronté aux difficultés structurelles de l'économie suédoise.

Certes, les multinationales de ce pays continuent à réaliser des profits considérables — on en compte une vingtaine, connues dans le monde entier — et le chômage n'atteint encore que 3,5 % de la population active. Mais déjà, la restructuration des branches non rentables comme les mines, la sidérurgie, le textile, la construction navale a entraîné des milliers de suppressions d'emplois. Et durant six années, en raison de la résistance ouvrière, la droite ne put rééquilibrer les finances publiques en s'attaquant frontalement au système de protection sociale. Le déficit budgétaire atteignit pourtant 90 milliards de couronnes (la Couronne vaut 0,98 francs), soit 14 % du produit national brut. La balance des paiements affiche un trou correspondant à environ 4 % du PNB. Quant à la dette extérieure et à la dette publique totale, elles représentent respectivement 16 et 50 % du revenu national.

A peine constitué, le gouvernement social-démocrate décrétait une série de mesures « anticrises », destinées à favoriser le secteur privé. Comme devait l'indiquer Erik Aasbrink, le secrétaire d'Etat au ministère des Finances : « Il faut absolument que le secteur industriel soit compétitif. »

Le 8 octobre 1982, la monnaie était dévaluée de 16 %, afin d'aider les capitalistes à développer leurs exportations. En cumulant cette mesure avec l'augmentation de 2 %



des impôts directs, le gouvernement réduisit d'un seul coup le pouvoir d'achat des salaires de 12 %. Pour mieux faire avaler la pilule, il réinstaura l'indexation des retraites sur la hausse des prix, mais se refusa dans le même temps à compenser la perte de 6 % occasionnée au préalable par l'inflation.

Ces dispositions furent suivies en janvier 1983, d'une loi de finances. Renvoyant dos à dos les politiques de croissance par la relance de la consommation intérieure et les politiques ultralibérales, Olof Palme la présenta comme l'expression d'une « troisième voie suédoise ». Selon lui, le retour au plein-emploi passe par la baisse du niveau de vie, « qui doit être comprise par toutes les catégories de la population ». Principal élément de ce budget, l'accroissement de la fiscalité indirecte, et en particulier de la taxe sur la valeur ajoutée qui passa ainsi à 23,46 %

Toujours soucieux d'obtenir l'adhésion du monde des affaires, les sociaux-démocrates abandonnèrent un vieux projet destiné à constituer un « fonds des salariés ». Cette proposition visait à opérer des retenues sur les salaires et sur les bénéfices des sociétés afin de constituer un fond d'aide aux industries en difficulté, fonds devant être géré par les syndicats. En dépit de son caractère fort peu révolutionnaire, une telle mesure ne pouvait obtenir l'adhésion du patronat. Car elle sup-

posait une institutionnalisation durable de la collaboration entre les possédants et les dirigeants ouvriers, ce qui ne correspond plus aujourd'hui aux besoins d'une économie de marché en crise.

L'appui des syndicats

Pour faire passer sa politique, Olof Palme a besoin de l'appui du mouvement syndical. Ce dernier dispose en effet, d'une force colossale. La Confédération générale du travail (LO) dispose de deux millions d'adhérents, soit 90 % des salariés de l'industrie. Un chiffre auquel il convient d'ajouter les 75 % d'inscrits au Syndicat des fonctionnaires et employés du privé (TCO). A elles deux, ces organisations regroupent les huit-dixièmes de la population active. Cette puissance a, des décennies durant, permis au sociaux-démocrates de garantir aux patrons suédois — en échange de quelques concessions — une paix sociale que leur envient leurs concurrents.

C'est sur les mêmes mécanismes que mise l'équipe au pouvoir, dans le contexte nouveau de la crise économique. D'emblée, Olof Palme a intégré deux syndicalistes dans son gouvernement : Lennart Bodstrom, ancien président du TCO et Roine Carlsson, ancien responsable du syndicat du bois et du papier.

Comme s'en vantait sans détours Kjell-Olof Feldt, le ministre de l'Economie, dans une interview au *Financial Times* de Londres : « Les organismes internationaux nous ont

recommandé de dégraisser notre économie (...) Je crois que d'autres gouvernements aimeraient prendre des mesures similaires, mais ils n'osent pas. C'est une opération difficile, mais un gouvernement social-démocrate jouit d'un avantage énorme, étant donné le soutien qu'il reçoit du mouvement syndical. Nous serions irresponsables si nous n'essayions pas d'utiliser cet avantage, cette confiance que nous avons su établir avec les syndicats depuis un demi-siècle. »

Les gouvernants peuvent être satisfaits de leurs premiers résultats. Syndicats et patronat ont, en 1983, conclu des accords prévoyant des augmentations de salaires très inférieures aux 9 % d'inflation. Pour ne prendre que cet exemple, les métallurgistes ont ratifié une hausse de 2,2 %. On ne s'étonnera donc pas que le pouvoir d'achat ait chuté de 5 % cette année. L'« état de grâce » n'a pas encore pris fin en Suède. L'importance des grandes conquêtes sociales comme les prérogatives dont les syndicats disposent dans les entreprises, ont jusqu'à présent permis d'amortir les effets du chômage et de l'austérité. Mais les sociaux-démocrates épuisent rapidement leur capital de confiance. L'état économique du pays met à l'ordre du jour des licenciements massifs dans certains secteurs, comme les mines du Nord. De plus, l'an passé, une enquête de l'Institut national de la consommation montrait que 30 % des ménages n'avaient plus de marges pour réduire leurs dépenses. Et comme, tôt ou tard, le pouvoir devra s'attaquer au système de protection sociale, la situation risque de devenir explosive.

Va-t-on voir bientôt s'effondrer le mythe du « paradis social » suédois ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer. Rappelons tout de même qu'en 1980, durant dix jours, une grève générale avait paralysé le pays et qu'au cours des deux années qui suivirent, les dirigeants réformistes ne purent enrayer le développement des luttes, qu'en canalisant l'exaspération ouvrière vers la perspective des élections de 1982. Celle-ci est désormais intervenue...

Christian Picquet

Dernière minute : SALVADOR

Un congrès syndical attaqué

Le 19 janvier, les forces de répression ont encerclé et attaqué le bâtiment de la Confédération générale des syndicats à San Salvador. A l'intérieur de l'édifice, se tenait le congrès de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR), une des organisations qui soutiennent le FDR-FMLN et qui bénéficiait jusqu'alors d'une semi-légalité.

Cinquante-deux délégués au congrès ont été arrêtés, parmi lesquels toute la direction de la FSR, en particulier son secrétaire général, José Jeremias Herrera, ainsi que Dinora Ramirez Perrera, Erbert Orlando Guevara, Oscar Orlando Rosales, Salvador Arana Flores, Salvador Chavez, Cesar Almario Escalante.

Outre ces militants, de nombreux observateurs ont été appréhendés par les forces de sécurité. C'est en particulier le cas d'une syndicaliste

mexicaine, Maria Raquel Gutierrez, de plusieurs journalistes — notamment un correspondant de l'agence américaine UPI — et d'un représentant juridique de l'archevêché de San Salvador. Selon certaines informations, un journaliste salvadorien, Raúl Beitran, collaborateur de Radio YSKC (proche de l'archevêché) aurait été abattu au cours de l'intervention des militaires.

Ce nouvel acte scélérat des alliés de Washington ne doit pas rester sans réponse, au moment où les forces populaires salvadoriennes portent des coups sévères à la dictature. Toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes, toutes les formations syndicales doivent exiger la libération immédiate des syndicalistes salvadoriens emprisonnés ainsi que celle de toutes les personnes appréhendées le 19 janvier.

C. P.